



CUREGHEM

PARTIE 4 LES AFRICAINS NOIRS

Texte

Dirk De Caluwé

Traduction en français

Jean-Marie De Smet

Photos

Maks et la petite Maison vincentienne

Cartes

Beeldenstorm

Mise en pages

Maks vzw, www.grafischbureau.maksvzw.org

Impression

Gillis Printing Company

Merci à

Ludo Bogaerts, Jan Claes, Eva De Baerdemaeker, Pierre De Mol, Mustapha Elh Mahaman, Christophe Everaerts, Fadia Farhat, Venant Habyarimana, Dieusauvée Masengu, Jacques M'Biakop, Ludo Moyersoën, Dieudonné Sow et John Van der Dussen pour la relecture des textes, les informations et les suggestions ;

Leo Van linden pour les corrections stylistiques et linguistiques de la version néerlandaise ;

Hamadou Ka, Nicolas Karasi, Marc-Antoine Ntemere, Lieven Soete et Theo Troonbeeckx pour les photos ;

Manu Aerden, Pol Arnauts, Luc Blancke, Véronique De Leener, Niki D'Heere, Mark D'Hondt, Jo Diah, Fadia Farhat, Dirk Gillis, Nik Honinckx, Nico Martens, Cornelia Neuner, Elke Roex, Johan Serck, Paul Thielemans, Joris Tiebout, Bart Vandeput, Laure Van Ranst et Pierre-Alain Wiener qui ont contribué à la réalisation de la publication.

Contact

Dirk De Caluwé – 0484 916 252 – dirkdca@gmail.com

ISBN 978 2 9601281 2 3

Dépôt légal D/2016/12.692/3

NUR 758

Prix de vente 8,95 €

Reproduction autorisée à condition de citer la source et de mettre à disposition un exemplaire de la publication.

Déjà publié :

Cureghem. Partie 1. Contexte historique (janvier 2012)

Cureghem. Partie 2. Bonnes nouvelles (janvier 2013)

Cureghem. Partie 3. Résistance et déportation (septembre 2014)

Ces brochures sont disponibles en version imprimée ou peuvent être téléchargées sur les sites de beeldenstorm.be (Promotie en producties) et maksvzw.org (Publications).

CUREGHEM

PARTIE 4

LES AFRICAINS NOIRS

UNE EDITION DE

ADIF – Infor-Femmes

Beeldenstorm

Het Zuiden in Zicht

Intal-ICS Heist-op-den-Berg

Oxfam-Wereldwinkel Hulshout

MAKS – Media Actie Kuregem-Stad

Tochten van Hoop Brussel

AVEC LE SOUTIEN DE

Commune d'Anderlecht – Echevin des Affaires communautaires flamandes

Facar

Vlaamse Gemeenschapscommissie

Abattoir

Arnibel

Chrysalide

Cosmos

Cultureghem

CVO Brussel

Gillis

Idée 53

Inter-Environnement Bruxelles

La Boutique culturelle

La petite Maison vincentienne

Le Cactus

Les Pissenlits

Le Toit de l'Amour

Maison Médicale d'Anderlecht

Masereelfonds

MediKuregem

microStart

Samenlevingsopbouw Brussel

Sawa Solidarité

Studio Globo

Syndicat des Locataires

Walalou

Edition juin 2016



Le Ghanéo-Angolais Dos Santos qui ouvre son magasin à la rue de la Clinique, est aujourd'hui installé avec Zion Beauty à la rue Brogniez



En exploitant un petit salon de coiffure et un atelier de retouches de vêtements, Sawa Solidarité, une asbl fondée par le Camerounais Anselme, s'efforce de récolter de l'argent pour financer des envois pour le Cameroun

Table Des Matières

Introduction	7
La superdiversité	9
La communauté originaire d'Afrique noire à Cureghem	11
Un nouveau Matonge	17
Haut-lieu de la cuisine du monde	19
Le Foodmet.....	19
Exotic Master, Best Africa, Afrika Market et beaucoup d'autres	21
La cuisine africaine au marché et dans les magasins	23
Zion Beauty, GTWorld of Beauty et autres beautés.....	25
Les films de Nollywood et la musique Naija	27
Le commerce automobile	29
Les débuts du commerce automobile	29
International et cependant très local	31
Les acteurs	33
Les contrôles communaux	36
Une zone d'habitation	37
Faut-il déplacer le commerce automobile de la rue Heyvaert à l'avant-port de Bruxelles ?	37
Le nouveau migrant.....	39
Recyclage en Afrique	41
La migration et les églises pentecôtistes africaines	43
Les églises pentecôtistes dans le paysage du Culte Protestant Evangélique	43
Diversité et caractéristiques de ces églises	45
Les églises de migrants	47
Sources et bibliographie	50



*La place du
Conseil et
la Maison
Communale
d'Anderlecht*



*Une dame
africaine à la
place Bara*

Introduction

La communauté d'Afrique noire est très visible dans les rues mais est très souvent invisible sur les plans politique, économique et socioculturel. Pour la plupart, la communauté d'Afrique noire, c'est Matonge. Le rayonnement de ce quartier qui s'est développé au fil du temps, place, à tort, au second plan, les autres concentrations de communautés subsahariennes importantes comme celle qui s'est implantée dans le quartier de l'abattoir à Cureghem.

Les habitants ne font pas le choix d'habiter dans un quartier du fait qu'ils partagent la même origine. Ce qui détermine la résidence, c'est en première instance leur statut socioéconomique. Tout comme Matonge n'a jamais été vraiment un quartier congolais, Cureghem n'a pas de quartiers abritant exclusivement des Africains noirs. Même le quartier Heyvaert avec ses commerces d'exportation de voitures vers l'Afrique n'est pas à proprement parler un quartier africain. Il y a cependant quelques endroits où les Africains noirs font leurs emplettes, achètent des voitures ou vont au café.

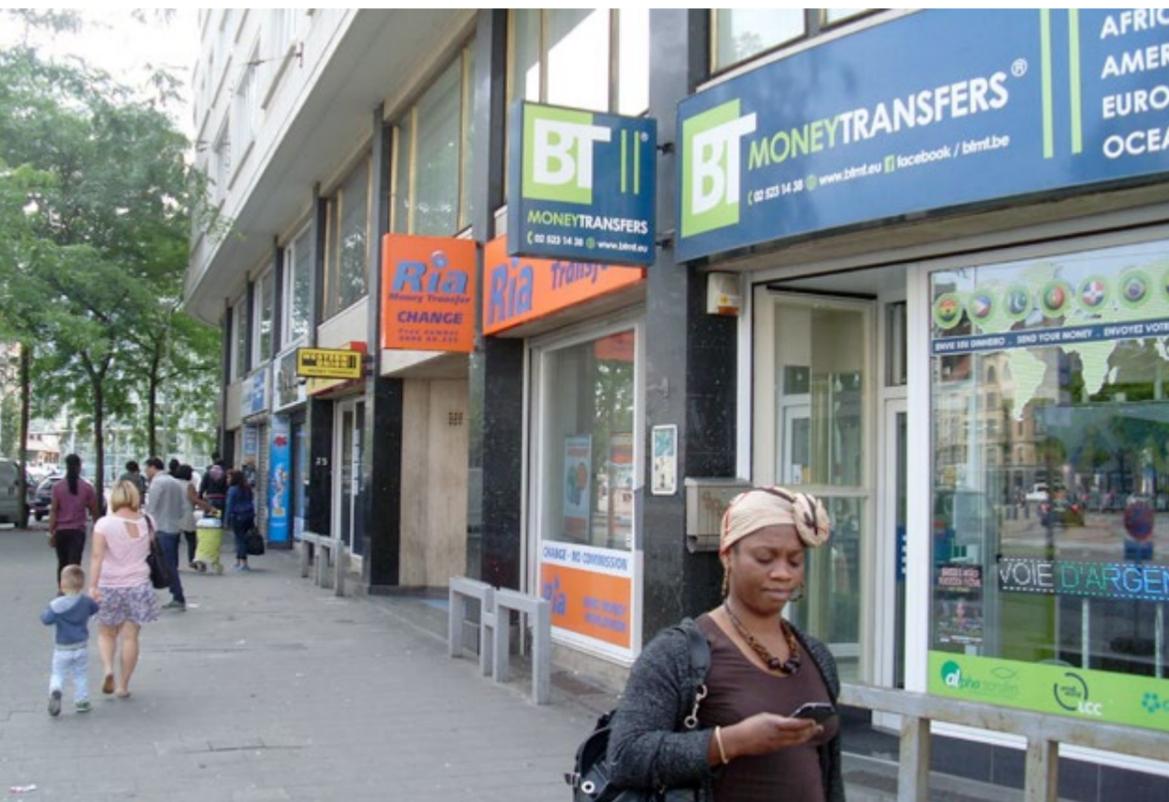
C'est même une fiction de supposer que les personnes de même origine partagent la même culture. La société n'est pas une addition de plusieurs cultures. Il est clair que le terme « société multiculturelle » est réducteur pour décrire et comprendre la diversité sociale et culturelle de notre société contemporaine. La réalité actuelle est bien plus complexe et changeante.

Depuis les années '90, des quartiers comme Cureghem se diversifient fortement. Ce qu'on considère souvent comme une économie ethnique est en fait une infrastructure très diverse. Dans cette superdiversité, j'essaie ici de me centrer sur la communauté d'Afrique noire de Cureghem. Du fait de la diversité, l'étiquette « Africain noir » n'a souvent pas de sens. Elle peut décrire les personnes les plus hétéroclites, et ce, sans tenir compte de l'image que nous nous faisons des Africains noirs.

Une des caractéristiques de la superdiversité est sa mutation rapide. La réalité décrite dans la présente publication est celle que moi j'ai perçue en 2015. Ce sera sans doute en partie de l'histoire ancienne lorsque vous lisez ces pages.



Cureghem, un quartier globalisé, connecté de diverses manières avec le monde



Sur la photo on peut distinguer trois des cinq bureaux de transferts d'argent qu'on trouve à la place Bara

La superdiversité

La superdiversité est une conséquence directe des changements drastiques qui marquent la structure du monde depuis la seconde moitié des années '90. Après la fin de la guerre froide, ont émergé de nouveaux modèles et trajets de migration. La mobilité croissante, l'arrivée d'internet et d'autres moyens de communication mobile sont à la base d'un nouvel ordre mondial, de globalisation et de néolibéralisme.

Le concept de superdiversité a été introduit vers 2010 dans notre pays par Jan Blommaert et quelques années auparavant au Royaume-Uni par Steven Vertovec. La superdiversité implique que la norme est le multilinguisme et qu'on entretient plusieurs identités. L'unilinguisme, une seule identité et une culture précise deviennent par conséquent des exceptions. Pour les nouveaux venus parlant une autre langue, c'est la toile de fond, le contexte qui est le plus important, pas la langue ou la culture.

En mars 2015, Cureghem comptait 121 nationalités différentes. La répartition officielle des nationalités ne donne qu'une image réduite de la diversité ethnique qui y est présente. Des immigrés habitant dans notre pays depuis de longues années y ont entre-temps acquis la nationalité belge, leurs enfants y sont Belges de naissance. Des personnes sans titre de séjour légal vivent aussi à Cureghem. Aujourd'hui, on ne peut guère répondre à la question de savoir qui est immigré, et encore moins où et comment il vit ?

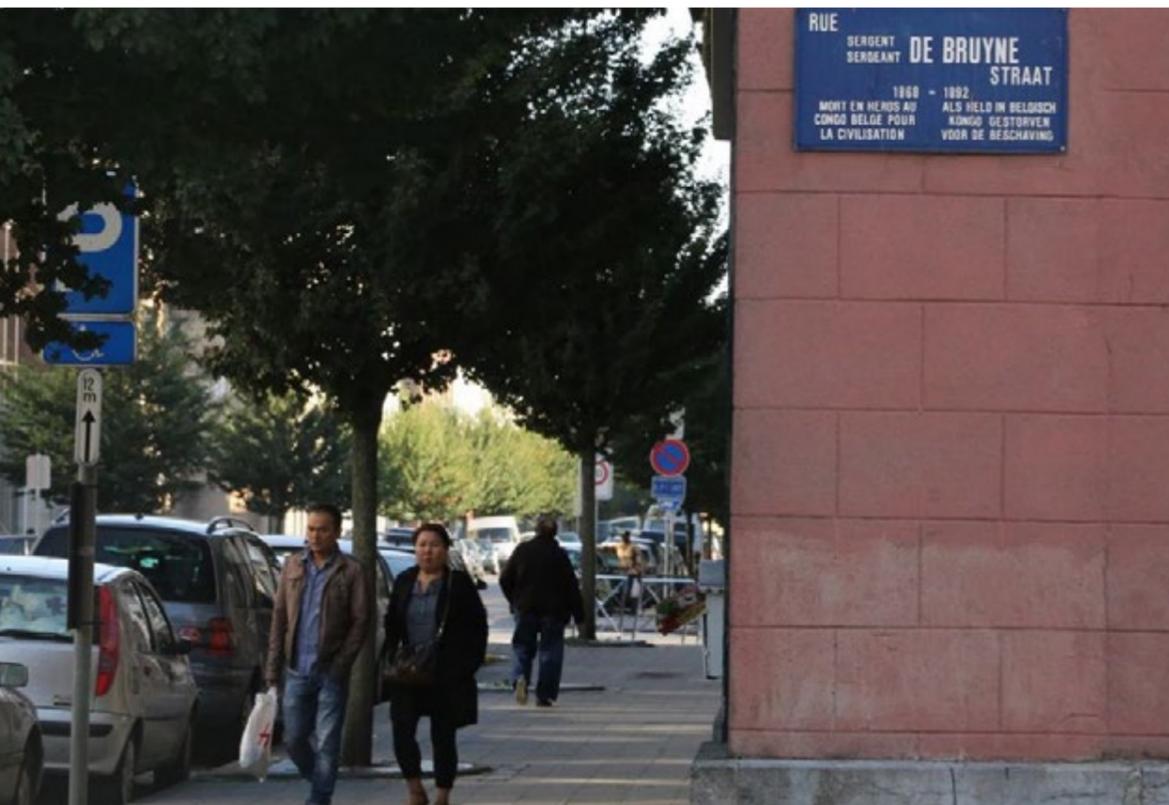
Le changement qu'on observe n'est pas seulement quantitatif, il est aussi qualitatif. A côté du large éventail des pays d'origine, il y a aussi une plus grande variété de langues, de cultures, de religions, de motifs de migration, de conditions de séjour et de statuts sociaux, qui évoluent souvent au fil du temps et vont de pair avec des droits sociaux différents. De nombreux habitants de Cureghem vivent et travaillent en tant que citoyens européens ou citoyens du monde. Il existe une transnationalité croissante – vivre ici et ailleurs – ainsi qu'une migration circulaire avec des contacts dans le monde entier, qui découle des possibilités étendues de communication et de transport.

Cureghem est un quartier globalisé, lié de diverses manières avec le monde. Grâce aux nouvelles technologies, il importe peu que quelqu'un vive ou non dans le quartier avec d'autres compatriotes. On peut garder contact grâce aux e-mails, aux médias sociaux, au smartphone, à la télé par satellites... La Gare du Midi et ses environs sont la plaque tournante pour des voyages alternatifs à la mesure de la superdiversité. Dans les nombreuses boutiques de téléphone qu'on trouve à Cureghem, on peut joindre l'Algérie, l'Angola, le Bangladesh, le Bénin, la Bulgarie, le Burkina Faso, le Congo, l'Égypte, le Ghana, la Guinée, l'Inde, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Liban, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, la Moldavie, le Niger, le Nigeria, le Pakistan, la Pologne, la Roumanie, le Rwanda, le Sénégal, le Togo, la Turquie...

Quand on n'a pas d'adresse fixe, on ne peut pas ouvrir de compte en banque, et ceci explique qu'il y a tant de sociétés de transfert d'argent, comme Sigue et d'autres, où on peut envoyer ou recevoir de l'argent. Rien que sur la place Bara – à deux pas de la gare de Bruxelles-Midi – on compte cinq sociétés de transfert : Western Union, Ria Money Transfer, BT Moneytransfers, Moneytrans en MoneyGram. L'argent que transfèrent les migrants est également essentiel pour le développement de leurs pays d'origine. On évalue que ces flux financiers sont trois fois plus importants que la contribution financière officielle aux pays en voie de développement.

Jusqu'à présent, sur le plan mondial, c'est principalement dans les villes que la superdiversité se manifeste. Il n'y a pas que la migration vers l'Europe ; la migration Sud-Sud prend également de l'ampleur. Ainsi, l'Afrique redevient, comme elle le fut déjà au 7^{ème} siècle, le carrefour des migrants d'Asie. Etre citoyen du monde n'est plus l'apanage d'une élite, c'est aussi devenu le lot des classes inférieures. La superdiversité impose à la société de nouveaux et grands défis. Cela ne supprime pas les anciennes inégalités, au contraire. De nouvelles inégalités surgissent, liées par exemple au statut dont on dispose: citoyen (européen) à part entière, réfugié reconnu, sans-papiers...

Ce qui est frappant, c'est qu'à Cureghem – comme dans d'autres quartiers superdivers – il y a une très grande convivialité – un art de vivre ensemble – et ce malgré les grands problèmes présents dans le quartier comme la pauvreté et le chômage, malgré la présence de nombreuses personnes qui arrivent difficilement à joindre les deux bouts, malgré diverses pratiques douteuses comme le trafic de drogues et le travail au noir, malgré aussi l'exclusion sociale et malgré – ou précisément en raison de – la superdiversité. Cureghem est un quartier adapté à ses habitants, qui avec assurance et créativité interagissent entre eux et avec leur environnement. L'infrastructure présente favorise les contacts entre les gens et on y trouve généralement une grande qualité de vie et l'absence de conflits. Cette qualité de vie n'est pas la conséquence d'une seule identité partagée, d'une langue unique ou le fait de suivre les mêmes valeurs et normes. Ce quartier est pour moi un endroit où on peut se sentir à l'aise, où prévalent la tolérance et l'hospitalité.



A Cureghem, une référence au passé colonial de la Belgique

La communauté originaire d'Afrique noire à Cureghem

En mars 2015, on dénombrait à Cureghem des personnes provenant de 34 pays d'Afrique noire. Mais comme nous l'avons déjà écrit, les chiffres officiels des registres communaux de population et des étrangers donnent une image tronquée de la réalité tant en ce qui concerne la diversité que le nombre de ces ressortissants. Des ressortissants d'au moins 34 des 49 états souverains que compte l'Afrique subsaharienne vivent à Cureghem.

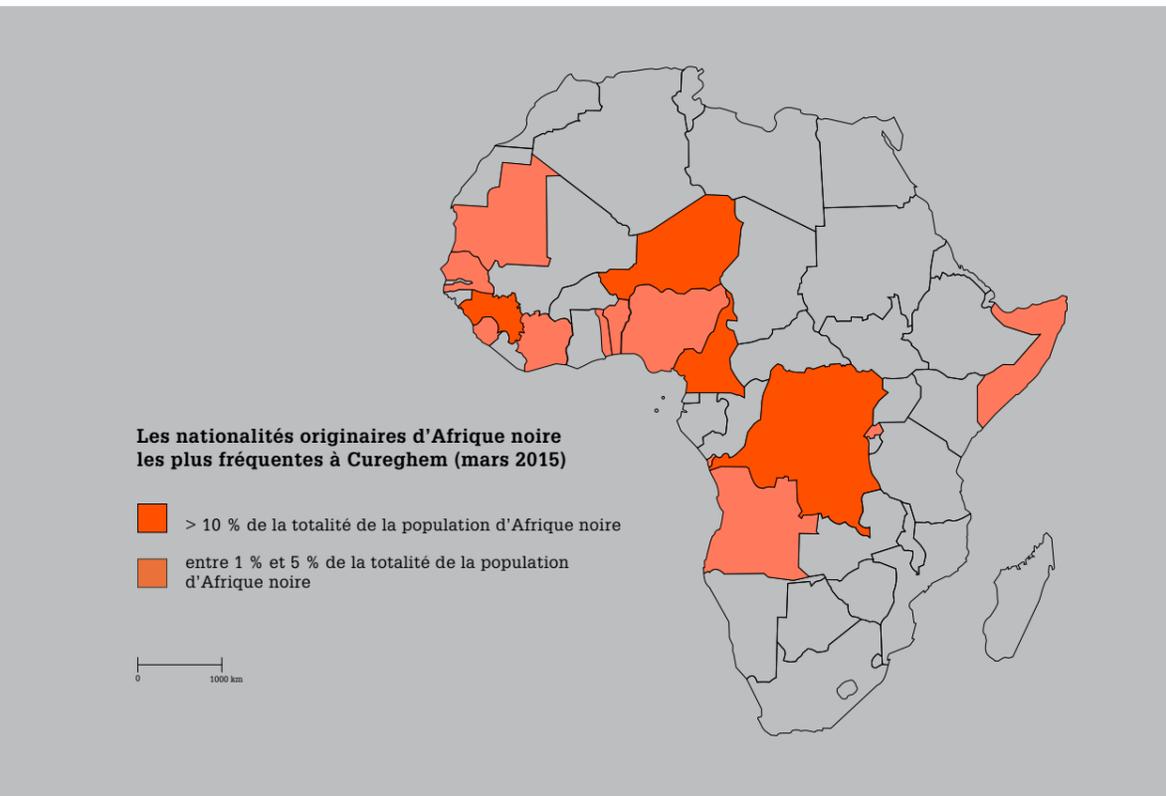
Au contraire des migrants traditionnels provenant d'Afrique du Nord, de Turquie et d'Europe du Sud et de l'Est, la plupart des migrants d'Afrique noire sont considérés comme des migrants temporaires dont les conditions de séjour sont très précaires. 90 % des Africains noirs vivant à Cureghem sont soumis à des conditions de séjour particulières. Il n'y a qu'une minorité – 11 % en mars 2015 – des Africains noirs qui dispose d'un permis de séjour illimité qui est prolongé automatiquement tous les cinq ans. A côté des chiffres qu'on trouve dans les statistiques officielles des nationalités, il y a également des Africains noirs qui disposent de la nationalité belge ainsi que des sans-papiers qui ne sont inscrits dans aucun registre.

Contrairement à beaucoup de nos pays limitrophes, la plupart des migrants d'Afrique noire ne proviennent pas de l'ancienne colonie du Congo ni des territoires sous mandat, le Rwanda et le Burundi (colonies allemandes placées sous protectorat belge après la Première Guerre mondiale). Les ressortissants du Congo, du Rwanda et du Burundi ne bénéficièrent pas d'un traitement de faveur en matière de nationalité, d'emploi, de passeports et de visas.

Dans d'autres pays d'Europe, ce fut pourtant parfois le cas; pour les Surinamiens aux Pays-Bas, pour les Algériens en France, pour les ressortissants du Commonwealth au Royaume-Uni et pour les Cap-Verdiens au Portugal. La Belgique a conclu plusieurs traités bilatéraux concernant le regroupement familial avec des pays bordant la Méditerranée et divers accords pour les travailleurs immigrés provenant de la région méditerranéenne. Pour le Congo, le Rwanda et le Burundi, ce ne fut pas le cas.

Dans le cadre d'une campagne visant à justifier la colonisation du Congo, on a présenté plusieurs personnes comme des « héros » pour avoir donné leur vie pour l'abolition de l'esclavage. A la Maison Communale d'Anderlecht, il y a une plaque commémorative qui mentionne les noms de onze héros anderlechtois « morts au Congo pour la civilisation ».

En 1922, à Cureghem, la rue de la Tête de Mouton – ainsi dénommée en référence à une impasse et à l'auberge qui s'y trouvait – fut débaptisée pour devenir la rue Sergent De Bruyne. Henri De Bruyne (Blankenberge, 2 février 1868 – Kasongo, 1^{er} décembre 1892) a commis – au service de Léopold II – des crimes contre l'humanité au Congo belge. Léopold II a mené au Congo oriental une guerre contre les Arabes. Le sergent De Bruyne fut fait prisonnier en compagnie du lieutenant Lippens, un Bruxellois et fut assassiné. Bien qu'ils fussent allés au Congo pour faire carrière et gagner de l'argent en tirant profit du commerce de l'ivoire, on leur érigea un monument sur la digue de Blankenberge et le sergent De Bruyne donna son nom à une rue d'Anderlecht. Sur la plaque de rue, on peut lire: « Mort en héros au Congo Belge pour la civilisation ».



Les principaux pays d'origine des Africains noirs à Cureghem

Le passé colonial de la Belgique au Congo et les liens avec le Rwanda et le Burundi ont certes eu une influence sur la migration d'Afrique centrale vers la Belgique. A Cureghem, on note parmi les Africains noirs une importante présence congolaise et une présence moins importante de ressortissants du Rwanda et du Burundi. En supposant que le nombre d'Africains noirs ayant acquis la nationalité belge et celui d'Africains noirs en séjour illégal suivent plus ou moins la même tendance que le nombre d'Africains noirs de nationalité étrangère tels qu'ils figurent dans les registres de la commune d'Anderlecht, la plupart des Africains noirs résidant à Cureghem sont ressortissants de la Guinée Conakry, de la RD du Congo, du Cameroun, du Niger, du Nigeria, de la Mauritanie, du Togo, du Rwanda, du Sénégal, d'Angola, de la Côte d'Ivoire, de la Sierra Leone, du Bénin, de la Somalie, du Ghana et du Burundi.

Les études furent longtemps le seul moyen de pouvoir venir en Belgique. C'est surtout dans les années '60 et '70 que les candidats étudiants sont venus de la RD du Congo, du Rwanda, du Burundi, et plus tard du Cameroun, du Sénégal, du Ghana et de la Mauritanie. Après l'indépendance du Congo en 1960 et du Rwanda et du Burundi en 1962, ces pays avaient besoin de personnes hautement qualifiées. Sur base d'accords bilatéraux, des bourses furent accordées tant par les pays d'origine que par la Belgique. Le grand nombre d'étudiants camerounais s'explique par la politique suivie par les gouvernements camerounais qui se sont succédé. Notons aussi que de riches Camerounais envoyaient leurs enfants étudier à l'étranger, surtout en France, mais aussi dans notre pays.

Jusqu'en 1971, la plupart des étudiants retournèrent au pays, mais avec l'avènement de la période Mobutu, une fois leurs études terminées, les diplômés congolais ne retournèrent plus au Congo. Aujourd'hui encore, des Africains noirs troquent leur pays pour l'Occident. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, un grand nombre de médecins et d'infirmiers/infirmières originaires d'Afrique ne pratiquent pas dans leur pays d'origine.

Durant les années '80 et '90, plusieurs facteurs ont freiné l'arrivée d'étudiants étrangers. Selon les dispositions de la loi sur les étrangers, tout étudiant étranger doit désormais disposer de ressources suffisantes. Tant les gouvernements africains que la Coopération Belge au Développement octroient moins de bourses d'études. Depuis 1994, les dévaluations successives du franc CFA (Communauté Financière Africaine) dans les anciennes colonies françaises ont aussi été à l'origine de cette diminution.

En comparaison avec d'autres migrants dans notre pays, on note un faible niveau d'activité chez les Africains noirs. Au cours des années, on constate une diminution dans l'octroi de permis de travail aux Africains noirs. Les sociétés africaines représentent 5 % des entreprises en Belgique et 80 % d'entre elles sont établies à Bruxelles, principalement des moyennes entreprises dans les domaines de l'horeca, de l'informatique, des télécommunications, des services de courrier et des commerces de détail. Les propriétaires de magasins et de restaurants servant principalement une clientèle originaire d'Afrique noire sont souvent des Belges ou d'autres migrants comme des Pakistanais. Ces cinq dernières années, on croise à Cureghem de plus en plus d'Africains noirs qui tentent de créer leur propre entreprise.



Ce magasin de l'avenue Clemenceau est le point de rendez-vous des Nigériens



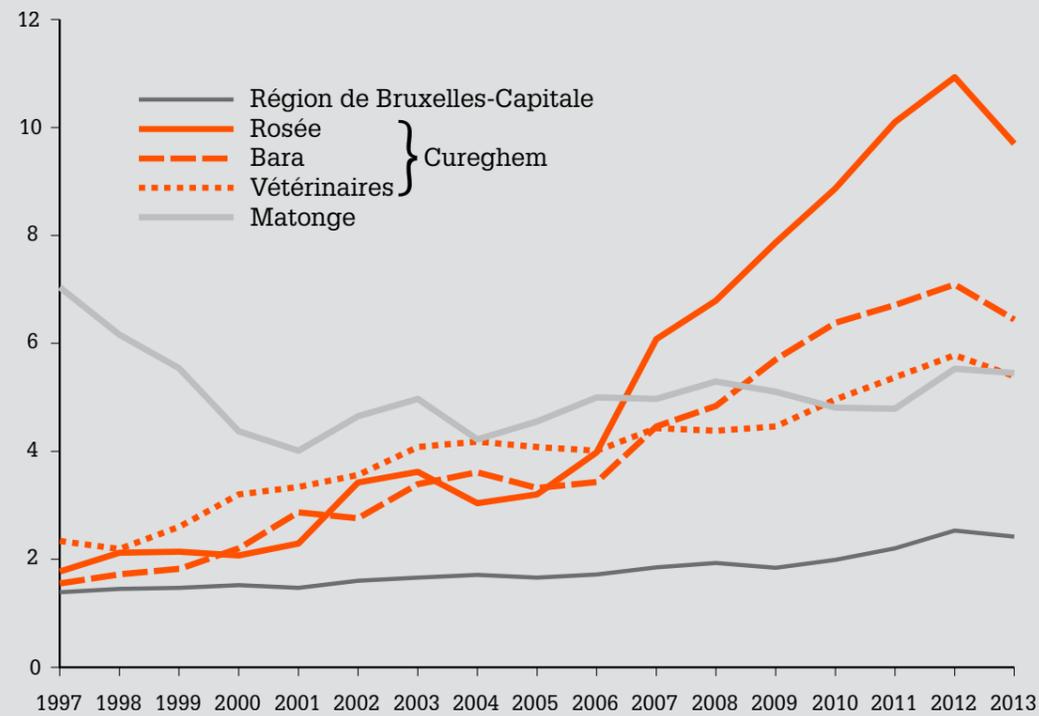
Les lieux de rencontre et les commerces exploités par des Africains noirs (septembre 2015)

- Commerce (alimentation, cosmétiques, wax) d'un exploitant africain noir
- Lieux de rencontre (restauration et/ou débit de boisson, coiffeur, association)

Suite à plusieurs événements dramatiques – des coups d'état sanglants et des conflits armés – dans la région des Grands Lacs et dans un certain nombre de pays dont la Sierra Leone et la Somalie, des Africains ont, surtout depuis les années '90, fui leur pays natal. Cela dure souvent un certain temps avant que les personnes provenant de régions sinistrées ou en guerre, arrivent en Europe. En attendant, ils ont pris la fuite dans leur propre pays ou dans un pays voisin. En comparaison avec l'Europe, L'Afrique noire accueille un grand nombre de réfugiés. Les Africains noirs qui ont la possibilité et entrevoient l'opportunité d'arriver en Europe sont ici dans le cadre d'une procédure d'asile. Comme un grand nombre de demandes d'asile sont rejetées, beaucoup d'entre eux vivent sans titre de séjour valable en Belgique. Les mesures prises par les autorités belges pour freiner l'octroi du droit d'asile ont pour conséquence d'amener encore plus d'Africains noirs dans cette situation. Il se pourrait que le nombre d'Africains noirs en séjour illégal à Cureghem soit aussi important que la population des Africains noirs qui y séjournent en toute légalité.

A Cureghem, il y a plusieurs associations et lieux – cafés, snacks et magasins – qui servent de points de rencontre pour les Africains noirs. Les salons de coiffure – le tressage de cheveux mêlés à des mèches postiches prend plusieurs heures, voire une à deux journées – sont également des endroits où on peut nouer des contacts sociaux. Les lieux de rencontre peuvent être des asbl, des associations de fait ou des commerces. La plupart de ces endroits se trouvent au nord-est de Cureghem, où l'on croise le plus d'Africains noirs attirés par les épiceries exotiques et les commerces automobiles. Selon la langue qu'on y parle, certains de ces endroits sont devenus des lieux de rencontre typiquement camerounais, guinéens, congolais, nigériens ou nigérians.

La diaspora s'organise dans toute la Belgique. Dans des quartiers comme Cureghem, les nouveaux venus originaires d'Afrique noire s'associent à des compatriotes qui les ont précédés, ils créent des entreprises et grimpent dans l'échelle sociale. Il existe une classe moyenne noire qui a une grande capacité à se rassembler autour de fêtes et de manifestations culturelles, dans des groupes d'entraide ou dans des clubs d'affaires où se retrouvent des entrepreneurs d'origine africaine. Après un certain temps, certains quittent ce quartier d'arrivée de Cureghem et laissent la place à d'autres. On constate à Cureghem que la pauvreté stagne ou s'amplifie alors que le quartier essaie en fait d'aider les nouveaux venus à grimper dans l'échelle sociale.



Le pourcentage des Africains noirs au sein de la population étrangère est, depuis 2008, plus élevé à Cureghem que dans le quartier Matonge à Ixelles



Certains magasins de la rue Ropsy-Chaudron sont approvisionnés par les grossistes en alimentation qui ont leurs entrepôts tout proches, rue du Bateau et rue du Compas

Un nouveau Matonge

Matonge signifie en lingala « les fruits », qui au début de l'urbanisation de Kinshasa étaient cueillis dans un petit bois dans le quartier Dendale (Kasa Vubu). Après le lotissement du bois, ce quartier reçut le nom de Matonge. Ultérieurement, il devint un centre commercial où il y avait des dancings et surtout un marché très animé. Le quartier grouillait d'activités 24 heures sur 24 et ainsi Matonge devint synonyme d'ambiance et de joie de vivre.

Dans les années 1960-1961, les étudiants et le personnel de maison amenés en Belgique par leurs patrons après l'indépendance du Congo, constituèrent avec d'autres migrants congolais, une petite communauté à Ixelles. C'est là qu'était établie l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et dans le quartier de la porte de Namur, il y avait de nombreux immeubles coloniaux. Dans les environs s'ouvrirent des magasins, des cafés et des restaurants, qui reflétaient l'atmosphère du Matonge de Kinshasa.

Au début des années '70, deux événements contribuèrent à ce que de nouveaux Congolais s'installent dans le quartier. Une première commerçante, Maman Munoma, s'installa dans la galerie d'Ixelles, et La Maison africaine, un service d'accueil pour les étudiants congolais, ouvrit ses portes. Matonge se développa pour devenir un pôle d'attraction et un lieu de rencontre non seulement pour les Congolais, mais aussi pour de nombreux Africains noirs.

L'existence du quartier de Matonge est-elle menacée ? En tout cas, le quartier aspire à s'étendre. Les compagnies immobilières exercent une forte pression pour ériger des immeubles de bureaux pour le développement du quartier européen. Depuis peu, s'élève à la rue du Champ de Mars, quelque peu caché derrière d'anciennes façades, un immense bâtiment abritant des bureaux de la Commission Européenne. La Maison Africaine Flamande Kuumba n'était plus en mesure en 2015 de payer un loyer sans cesse croissant et n'avait d'autre choix que de déménager. En outre, les Congolais et d'autres Africains noirs sont très dispersés à Bruxelles, avec une légère préférence pour les quartiers jouxtant le canal.

La présence du marché de l'abattoir d'Anderlecht et du commerce automobile du quartier Heyvaert – commerce orienté principalement vers l'Afrique noire – a donné naissance à un nouveau Matonge à Cureghem. Comme à Kinshasa, le nouveau Matonge est également un important centre commercial avec un marché très animé. A Bruxelles, ce nouveau Matonge n'est pas, à l'instar de Matonge, un quartier africain. Ce n'est que la perception qu'en ont les Belges. La superdiversité des deux quartiers est énorme.



*Un dimanche
au marché des
consommateurs
de l'Abattoir*



*Atmosphère
méridionale au
Foodmet*

Haut-lieu de la cuisine du monde

Le Foodmet

En 1983, la SA « Abattoirs et Marchés d'Anderlecht » a repris les abattoirs communaux d'Anderlecht, vieillissants et déficitaires. Le premier objectif de cette société rebaptisée d'abord « Abatan » puis en 2012 « Abattoir » fut de récupérer l'estampille d'exportation. Le capital de départ de la société anonyme a été constitué par environ 150 actionnaires directement intéressés, principalement des découpeurs, des transformateurs de viande et des bouchers qui voulaient assurer la pérennité de l'abattoir.

Après la reprise, la SA s'est attachée à donner en concession des installations et des espaces présents sur le site et d'organiser en outre divers marchés. On a conservé le marché existant qui permettait aux cultivateurs de fruits et légumes de vendre leurs produits à des détaillants. Jusqu'en 1993 Abattoir a cédé une partie du terrain pour y organiser un marché d'automobiles d'occasion. Jusqu'à la fin de l'année 2008, il y eut également les marchés aux bestiaux hebdomadaires. Depuis le début de 2009, ceux-ci appartiennent au passé, comme c'est le cas d'ailleurs dans d'autres villes de notre pays.

Depuis le début des années '90, on est passé progressivement d'un marché de gros à un marché pour consommateurs. La vente directe de viande aux particuliers dans un marché couvert, fut très attractive. Compte tenu du succès du marché de consommateurs, il ne s'est pas seulement étendu sur plusieurs jours, mais son offre s'est fortement diversifiée. Aujourd'hui le marché peut compter plus de 100.000 visiteurs répartis sur le vendredi, le samedi et le dimanche. Petit à petit, au marché de viandes, de produits laitiers et de fruits et légumes se sont ajoutées la vente de textiles et la brocante. En 2011, la tentative d'organiser un marché paysan (Boerenmet) a rapidement évolué, quelques jeudis soirs par mois, vers un « after work party », qui connaît un grand succès. L'ouverture en 2002 d'un parc agroalimentaire, le Freshmarket, où quelques poissonniers reçurent des emplacements, fut le premier pas pour la construction du Foodmet qui ouvrit ses portes en 2015.

Pour la construction du Foodmet, Abattoir s'est inspiré de Santa Catarina, le célèbre marché de produits frais de Barcelone. Le Foodmet, qui, avec son attrayante architecture contemporaine, veut créer une atmosphère méridionale, est unique en Belgique. Orientée plein nord pour profiter d'un éclairage naturel, une zone froide, idéale pour la vente d'aliments frais, a été créée. Grâce à l'utilisation de comptoirs réfrigérés par eau, il n'y a pas de dégagement de chaleur dans les locaux. Le Freshmarket construit plus tôt y est intégré. Les deux halles sont reliées par un couloir, ce qui porte la superficie totale à 12.300 m². Le marché intérieur forme un ensemble avec le marché extérieur. Le marché couvert offre également la possibilité à 50 commerçants en denrées alimentaires, dont 17 bouchers, d'offrir leurs marchandises aux consommateurs. On y vend exclusivement des denrées alimentaires fraîches : du poisson, de la volaille, des fruits et légumes, des olives, des épices, du pain, des fromages, des œufs, du miel, etc.

En collaboration avec les commerçants, Abattoir a investi 19 millions pour la réalisation du Foodmet, dont 4,4 millions provenant du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et de la Région de Bruxelles-Capitale. Le FEDER finance des projets qui visent le développement et l'ajustement structurel de régions d'Europe défavorisées, comme l'est la zone du canal. Le subside est une sorte de prêt qui doit être remboursé en 20 ans aux concessionnaires, sous forme de ristourne mensuelle sur le prix de la concession. Pour un emplacement au Foodmet, les bouchers ont dû faire un investissement considérable. Pour les marchands de fruits et légumes, il faudra voir s'ils pourront récupérer les droits d'emplacement très élevés par rapport aux commerçants du marché en plein air. La chambre froide dont ils disposent permet de conserver plus longtemps la fraîcheur des produits, et en hiver et lorsqu'il pleut, ils peuvent compter sur de meilleures ventes.

Dans un proche avenir, on prévoit d'ouvrir sur le toit du Foodmet un restaurant et une ferme urbaine comprenant des serres pour la culture des fruits et légumes ainsi qu'une exploitation piscicole de tilapias. Ces poissons d'eau douce tropicaux – originaires du Nil – se prêtent bien à l'aquaculture et sont aujourd'hui élevés dans le monde entier. La construction du Foodmet est la première étape dans la réalisation d'un masterplan. Par le biais de ce plan, Abattoir veut, à terme, créer une grande place autour de l'ancien marché aux bestiaux couvert. En construisant le Foodmet et quelques entrepôts urbains plus compacts, autour de cette place, on pourrait regrouper les espaces ouverts, aujourd'hui très dispersés. Le site appartient pour un quart à Abattoir, le reste lui étant cédé par bail emphytéotique jusqu'en 2050 par la commune d'Anderlecht.

Le déménagement des bouchers au Foodmet, plus confortable et plus hygiénique, a permis la fermeture de l'ancienne halle aux viandes. L'étape suivante de la réalisation de l'espace ouvert sera la destruction des anciens bâtiments entourant l'ancien marché aux bestiaux couvert, qui abrite aujourd'hui les deux lignes d'abattage et les salles de découpage. Le FEDER subsidiera à nouveau la construction de ce nouvel abattoir à hauteur de 10 millions d'euros. Le grand espace pourrait en plus de sa fonction de marché, les vendredis, samedis et dimanches, combler le besoin local d'espace public. Cela pourrait aussi devenir un endroit où les enfants et les jeunes de Bruxelles pourraient donner libre cours à des activités créatives et sportives.

L'asbl Cultureghem utilise déjà actuellement l'espace disponible pour y développer divers projets. A Cultureghem, tout part de leur endroit à eux, l'Abattoir. Ils utilisent le site pour expérimenter, relever des défis d'aujourd'hui, écouter les besoins de la ville et élaborer des réponses. On poursuit l'élaboration de projets qui survivent, et ceux qui ne réussissent pas peuvent constituer la base d'un prochain projet. Le mercredi après-midi, on y organise les activités de Ketmet auxquelles tant les parents que les enfants peuvent participer. Court Circuit, un jeu de lignes sous le marché couvert, est une sorte de mélange entre un jeu de plateau et un hall de sport. Une autre activité de Cultureghem est le Kookmet, qui permet à des groupes de découvrir le marché et ses produits et de créer ensemble des petits plats délicieux et sains. Collectmet essaie d'apporter une solution pour les surplus abandonnés par le marché ; l'association rassemble les denrées encore consommables et distribue les colis alimentaires qu'elle aura constitués, ou alors – en collaboration avec Collectactif – elle transforme les denrées alimentaires pour qu'elles ne se gâtent pas.

Exotic Master, Best Africa, Afrika Market et beaucoup d'autres

Ce sont principalement les Bruxellois qui fréquentent le marché. L'offre a évolué en fonction du public. Au marché, on côtoie des Belges mais aussi des ressortissants du Sud de l'Europe, des Nord-Africains, des visiteurs provenant d'Europe de l'Est et des Africains noirs. Plusieurs exploitants ont répondu à cette diversité en adaptant l'assortiment de leurs produits à une nouvelle clientèle toujours plus diversifiée. Au marché de l'Abattoir, on trouve l'offre la plus complète de la région bruxelloise et c'est un échantillon du monde comme le sont également les Bruxellois.

En plus du marché, ce sont également les environs de l'abattoir qui sont devenus un haut-lieu de la cuisine du monde. Sur l'axe de la rue Ropsy-Chaudron et de l'avenue Clemenceau et dans quelques rues latérales, on trouve un plus large éventail de commerces qu'au Matonge d'Ixelles et que partout ailleurs en Belgique et les articles y sont meilleur marché. En comparaison avec Matonge, Cureghem a plusieurs atouts : des prix plus bas, une plus grande capacité d'entreposage, un plus grand nombre de visiteurs et par conséquent aussi des produits plus frais.

Les magasins profitent également de nombreux passants que suscite la présence du marché. Les espaces commerciaux libérés par les bouchers et les ateliers de découpe de la rue Ropsy-Chaudron ont laissé la place à des magasins bien plus vastes que ceux qu'on trouve au Matonge de la Porte de Namur. Rue du Bateau et rue du Compas, où sont encore actifs quelques ateliers de découpe et quelques grossistes en viandes, il y a aussi deux grossistes en alimentation exotique, ce qui permet un approvisionnement rapide et aisé des magasins.

Mis à part les produits frais et l'épicerie, on trouve aussi souvent des produits cosmétiques et de coiffure. L'aménagement des magasins est souvent rudimentaire. Il est difficile de constituer un capital de départ. Les commerçants asiatiques, grâce à leurs réseaux, y réussissent mieux que les Africains noirs. Bien que les magasins s'adressent à une clientèle originaire d'Afrique noire, 70 % des commerces d'alimentation exotique sont exploités par des Pakistanais, qui sur ce plan, furent des pionniers à Cureghem. Le périple migratoire de la communauté pakistanaise en Afrique y joue également un rôle.

C'est surtout depuis 2005 que les magasins africains dans les environs des abattoirs d'Anderlecht ont connu une forte expansion. Ces dernières années surtout, on a vu s'ouvrir des magasins d'alimentation exploités par un propriétaire originaire d'Afrique noire. C'est parfois assez simple, avec de petits moyens comme Masudi, rue du Bateau ou avec des ambitions plus professionnelles comme l'Afrika Market de l'avenue Clemenceau où l'exploitant a privilégié le concept du supermarché avec caddies et distribue aussi des journaux camerounais.

C'est aussi ces dernières années qu'on a assisté à une diversification des magasins africains non-food. Ici ce sont des Africains noirs qui jouent un rôle prépondérant si on excepte les deux frères pakistanais qui exploitent chacun un magasin de cosmétiques et d'accessoires capillaires. Rue Ropsy-Chaudron et rue Brogniez, ce sont des Camerounais, des Erythréens et des Ethiopiens qui exploitent des magasins de produits cosmétiques. Les commerces de textiles et d'habillement, où l'on vend des tissus wax et basin, – et auxquels sont parfois adjoints des ateliers de confection – sont eux exploités par un Malien, un Ghanéo-Angolais et un Congolais. Le wax est un coton imprimé sur les deux faces, dont on fait des pagnes pour dames. Le basin est utilisé pour confectionner des costumes pour hommes.

Démarrer sa propre affaire est souvent pour les nouveaux venus la seule manière de pouvoir travailler et d'éviter le chômage. MicroStart, installé rue De Fiennes, accorde des crédits et assiste les entrepreneurs débutants notamment des Africains noirs à Cureghem.



Grand choix de wax au magasin Diosa – exploité par un Malien – avenue Clemenceau



La supérette Afrika Market du Camerounais Hugues Robert Ngankam est ouverte depuis 2015, avenue Clemenceau

Les petits indépendants sont confrontés à une série de problèmes – comme la constitution d'un capital – et d'incertitudes, ce qui pousse certains à se retrousser les manches et à créer une association sans but lucratif qui, à côté de l'activité commerciale – un salon de coiffure, un commerce horeca ou un magasin de cosmétiques... – a également une fonction sociale. L'inverse est possible aussi : une organisation d'aide met sur pied une activité commerciale permettant de récolter de l'argent pour financer son objectif social.

En septembre 2015, on comptait à Cureghem sept salons de coiffure africains et une vingtaine d'affaires horeca visant essentiellement un public originaire d'Afrique noire. On note une concentration de restaurants et de cafés africains dans le quartier du commerce automobile et dans les environs du carrefour entre les rues De Fiennes et Brogniez. Ces établissements attirent principalement des visiteurs camerounais, guinéens, nigériens, congolais et nigériens. Les commerces d'horeca gérés par des Africains noirs de Cureghem visent un public africain. La cuisine est très traditionnelle, la présentation des mets est peu soignée et on ne s'occupe pas beaucoup de la décoration intérieure. Par contre, Air Force One qui a ouvert ses portes en 2015 veut se différencier avec un vrai menu et une présentation plus raffinée et lance peut-être une nouvelle tendance à Cureghem. Amateurs de cuisine africaine et d'authenticité, c'est à Cureghem qu'il faut venir.

La cuisine africaine au marché et dans les magasins

Tout comme il n'existe pas de cuisine européenne, il n'y a pas UNE cuisine africaine. Les conditions climatiques et la proximité de l'eau ou de la forêt tropicale sont déterminantes pour ce qu'on mange. Le long des côtes et dans les environs des Grands Lacs, on mangera surtout du poisson, et à la lisière des forêts, du gibier. La base commune de la cuisine africaine se limite à l'utilisation de pas mal d'épices et d'exhausteurs de goût – ail, chili, gingembre, curcuma... – et l'utilisation du manioc de diverses manières et sous diverses dénominations.

Le manioc pousse vite et demande peu d'entretien. On le plante en piquant en terre de petits bouts de la tige. C'est très simple. Les inconvénients du manioc sont qu'il contient une substance toxique qui s'évapore quand on le fait bouillir et aussi qu'il se conserve difficilement. Sous les tropiques, le manioc se conserve tout au plus quelques jours. Pour l'exportation, on plonge le manioc dans une sorte de paraffine, ce qui prolonge le temps de conservation de plusieurs semaines. Tout comme, il y a 2000 ans, les Indiens d'Amazonie ont imaginé une solution, les Africains ont élaboré leur propre procédé de stérilisation pour conserver le manioc. Le manioc moulu très finement est enroulé sous forme de pulpe ou de pain dans des feuilles. On dépose alors ces petits paquets qu'on nomme en lingala, kwanga ou chikwangué, malemba ou lituma dans d'autres langues, pendant des heures au-dessus d'une marmite d'eau bouillante. En Europe, on importe ces petits paquets de kwanga du Gabon ou de Paris où c'est une société chinoise qui les produit. On vend souvent en surgelés les jeunes feuilles de manioc et les pointes de tiges, qu'on appelle mpondu en lingala. Cela ressemble un peu à des épinards.

Sur le continent africain, on se contente souvent d'un seul repas par jour. Plus les portions seront énergétiques et riches en graisses, mieux ce sera. En Belgique, la base énergétique provient traditionnellement d'un nombre réduit de sources. Autrefois, cela se limitait à des graines et des pommes de terre, aujourd'hui il y a aussi le riz et les pâtes. Sous les tropiques, la source de féculents est plus variée : à côté du manioc dont on a déjà parlé ou de la cassave, il y a aussi la patate douce ou battate, le yam ou igname, le tout petit cocoyam, le taro ou l'eddo – dont le Nigeria est le plus grand producteur – et les bananes à cuire.

La plupart des plantes utilisées dans la cuisine africaine sont originaires d'Asie et d'Amérique latine. L'hibiscus, par exemple, provient d'un territoire situé entre l'Inde et la Malaisie ; il a été importé en Afrique, et de là, il est arrivé plus tard en Amérique avec les esclaves.



Le safou – un des rares fruits d'origine africaine – au milieu d'un étal très varié d'aliments frais à l' Afrika Market



Un magasin rue Ropsy-Chaudron

En Afrique on utilise l'hibiscus dans des sauces comme dans le plat national sénégalais, le thiéboudienne ou séché pour en faire des boissons chaudes ou froides. En wolof, une des langues parlées au Sénégal, l'hibiscus se nomme bissap. Le tamarin – dakhar en wolof – est l'un des ingrédients du thiéboudienne.

Le continent africain n'a pas offert beaucoup de légumes à la cuisine universelle. Quelques plantes et fruits sont originaires d'Afrique comme l'okra, le safou et le tamarin, dont il a déjà été question. L'okra est un long légume rainuré qui ressemble au poivron vert mais qui a un tout autre goût. Il fut déjà cultivé au 12^{ème} siècle par les Egyptiens et s'est ainsi propagé d'Afrique dans la monde entier. Le safou est un fruit mauve provenant du safoutier, un arbre qui peut atteindre 20 mètres dans les forêts tropicales d'Afrique centrale. De là, des safoutiers furent plantés dans des jardins au Congo et au Cameroun. En Afrique, on le consomme cru dans les repas, ou comme en-cas. La chair du fruit contient beaucoup de protéines ainsi qu'une multitude de minéraux. Les tamarins sont des gousses d'un grand arbre, le tamarinier qui appartient à la famille des haricots. Il est plus avantageux d'acheter des tamarins déjà traités, compressés en petits blocs ou en conserve. Ce fruit d'origine africaine est le plus utilisé dans toutes sortes de sauces dans la cuisine indienne et indonésienne.

Dans les commerces de produits exotiques, on trouve, du fait du climat et du manque d'appareils de réfrigération, beaucoup d'aliments fumés, salés ou séchés comme des poissons, des insectes et des larves. En Afrique, les insectes constituent l'alimentation de tous les jours et forment une importante source de protéines.

En raison des normes d'importation très strictes en Europe, il n'y a qu'une infime partie des aliments vendus dans les magasins et au marché de Cureghem qui provient d'Afrique. Les bananes à cuire proviennent d'Amérique du Sud ou des Caraïbes. La patate douce vient principalement d'Espagne. La plupart des poissons qu'on vend proviennent des rivières et des lacs africains, mais sont souvent importés en Belgique du Vietnam, de Thaïlande, d'Indonésie, de Suriname, d'Argentine... ou sont parfois cultivés dans notre pays. Le traitement et l'emballage des produits se passe le plus souvent en Europe – en France, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas – ou aux Etats-Unis. Cependant, on produit et on traite l'huile de palme selon les normes européennes au Ghana, en Guinée et au Cameroun. Le wax qu'on vend ici est souvent fabriqué aux Pays-Bas.

Les magasins du quartier de Cureghem sont très accessibles, ce qui est une nécessité pour les nouveaux venus. Les commerces sont sources de revenus pour ceux qui n'ont pas accès au marché du travail ou ils jouent un rôle de lieu de rencontre pour indiquer le chemin à ceux qui ont encore du mal à s'y retrouver.

Zion Beauty, GTWorld of Beauty et autres beautés

De nombreux Noirs préfèrent avoir une couleur de peau légèrement plus claire – non pas parce qu'ils veulent être blancs – tout comme les Blancs prennent des bains de soleil ou s'allongent sur un banc solaire pour bronzer – sans pour cela vouloir devenir brun ou noir. C'est la publicité qui fait craquer les gens. Les produits de blanchiment de peau ne sont pas exclusivement utilisés en Afrique et par les Africains, mais dans le monde entier. Certaines jeunes femmes veulent retourner à leurs racines africaines et se détournent de ces pratiques de blanchiment ou de lissage des cheveux.

L'Union européenne interdit les cosmétiques qui peuvent être néfastes pour la santé. Le Service public fédéral de la Santé effectue des contrôles dans les magasins et les salons. La substance active hydroquinone est sur la liste noire de l'UE. L'hydroquinone freine la production de la mélanine, un pigment brun. Il provoque également des irritations, et à terme, la peau perd son élasticité et des taches brunes irréversibles peuvent apparaître. Aujourd'hui, on peut lire sur de nombreux emballages « sans hydroquinone ».



Un salon de coiffure africain – celui-ci se situe rue De Fiennes – est souvent aussi un lieu de rencontre



Animation rue Ropsy-Chaudron : une famille africaine chargée de ses emplettes, devant la camionnette du grossiste Top Africa Shaan qui approvisionne le magasin

Une autre substance active est l'hormone clobétasol, un médicament prescrit pour traiter les démangeaisons et les inflammations de la peau, qui se vend sous forme de crème en pharmacie. Le clobétasol a également des effets secondaires. Il provoque des plaques noires et amincit la peau qui perd de ce fait sa protection naturelle, ce qui peut provoquer de l'hypertension et le diabète.

Beaucoup de ces produits de blanchiment de la peau proviennent de Kinshasa (RDC) ou d'Abidjan (Côte d'Ivoire). Suite aux contrôles et au retrait du commerce de certains produits, ceux-ci se retrouvent sur le marché noir. Des marques européennes qui préconisent leurs ingrédients végétaux et une action nutritive évincent les marques africaines.

Dans les magasins de Cureghem, les produits cosmétiques sont principalement importés de France (Paris), de Suisse et d'Allemagne. Les cheveux qu'on trouve dans les magasins – soit naturels, soit artificiels – proviennent en grande partie de Chine. Ils servent à être tressés avec les vrais cheveux. A Cureghem, on trouve des magasins de cosmétiques qui vont de Zion Beauty, une association sans but lucratif, à GTWorld of Beauty une firme allemande qui à côté de ses magasins de la rue Ropsy-Chaudron, possède des magasins à Ixelles, Anvers, Liège, Paris et dans plusieurs villes allemandes.

Les films de Nollywood et la musique Naija

A la rue Ropsy-Chaudron, la boutique de DVD et de vidéos de Lanoh est fermée depuis quelque temps, de même que le streetfood qui était exploité par Mutua, un Kényan, où on pouvait déguster sur le pouce, notamment les samosas, une spécialité mondialement connue. Le magasin de DVD et de vidéos était même devenu une valeur sûre de la rue Ropsy-Chaudron. Le moindre recoin du petit magasin était utilisé. Lanoh, l'exploitant, a fui la Sierra Leone en 1997 et habite dans notre pays avec le statut de réfugié reconnu. Les films, importés du Nigeria ou même apportés directement par des Nigériens, sont emballés le plus souvent dans des étuis à DVD en carton ou, s'ils venaient de Paris, dans un étui au look plus occidental.

Le Nigeria et le Ghana sont les seuls pays d'Afrique noire qui disposent d'une industrie du cinéma. Nollywood – une contraction de Nigeria et Hollywood – est, à une près, la plus grande industrie cinématographique du monde. Seule l'industrie cinématographique indienne, Bollywood – contraction entre Bombay et Hollywood – est plus importante. Hollywood, un quartier de Los Angeles, le centre historique de l'industrie cinématographique américaine, se classe en troisième place. Il n'y a pas que l'industrie du cinéma qui soit importante au Nigeria. Le pays a, après l'Afrique du Sud, la plus grande économie au sud du Sahara, mais en corollaire une inégalité croissante. Le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique. Avec ses 175 millions d'habitants, plus d'un Africain noir sur six est Nigérian.

Les films de Nollywood étaient originellement réalisés en langues nigérianes locales. Actuellement, la plupart des films sont en anglais sous-titrés en français. Les films nigériens sont rarement projetés en salles ; ils sortent plutôt en vidéo ou dvd. Les sujets des films – la magie, une guérison miraculeuse, la corruption, des pauvres qui deviennent riches – sont proches des préoccupations des Africains noirs.

Le Naija est un genre musical qui est très populaire aujourd'hui en Afrique. La musique Naija est presque exclusivement réalisée par de grands studios commerciaux au Nigeria, ce qui leur rapporte pas mal d'argent. Il y a en effet une partie croissante de la population africaine qui dépense de l'argent à la musique. Les clips sont visionnés des millions de fois sur YouTube et la musique Naija compte parmi les musiques les plus téléchargées de façon illégale dans le monde.



Karim, issu d'une famille installée en Belgique depuis quatre générations, a démarré son entreprise en 1979 et est installé depuis 1989 rue Heyvaert



Si Libelco, qui est installé au quai de l'Industrie, devait déposer son bilan, la commune de Molenbeek-Saint-Jean achèterait volontiers le terrain et les bâtiments

Le commerce automobile

Les débuts du commerce automobile

A l'origine, le marché d'exportation d'automobiles d'occasion se situait plutôt dans les environs de la Gare du Midi où les acheteurs africains arrivaient en provenance de Paris. Les premiers exportateurs furent Safi à la chaussée de Mons (aujourd'hui Auto Sam, installé de l'autre côté du canal, au quai de Mariemont) et Facar au boulevard du Midi (aujourd'hui, rue Heyvaert). En 1979 les sociétés Libelco, rue Bara (actuellement au quai de l'Industrie), Socar, rue de la Rosée, Karim Export et Abouzeid ont pris le relais. Belgo-Malienne s'est lancé dans l'exportation d'autos à Anvers et a ouvert plus tard une exploitation dans le quartier Heyvaert.

Dans les années '60 et '70, il y avait surtout des grossistes en viandes dans le quartier Heyvaert. A la fin des années '70, l'industrie de la viande déclina. De nouvelles règles européennes ont nécessité de nouveaux investissements. Cela a amené beaucoup de ces entreprises à quitter le quartier et à poursuivre leurs activités ailleurs. D'autres sont devenues concessionnaires sur le site de l'abattoir ou ont cessé définitivement leurs activités. Les bâtiments industriels de ces boucheries, devenus disponibles, furent repris par des commerces automobiles. Les grandes surfaces se prêtaient parfaitement au stockage d'automobiles. Les enseignes des grossistes en viandes ont totalement disparu du paysage.

La guerre civile au Liban a fait grimper la demande d'automobiles d'occasion. Durant cette guerre, il n'y avait pas de transports publics. Même le simple fait de prendre un taxi était dangereux. C'est pourquoi beaucoup de Libanais ont acheté des automobiles de seconde main en Europe. Des Libano-Belges, qui vivaient depuis les années '70 dans notre pays, où ils étaient arrivés comme étudiants ou réfugiés, ont joué un rôle crucial dans ce commerce. Les autos étaient expédiées au Liban via Marseille, La Spezia et plus tard aussi via Anvers. Le port d'Anvers occupe pour le transport d'automobiles une position plus centrale en Europe occidentale. On a introduit un système de paiement a posteriori qui permettait aux acheteurs d'autos de ne payer les frais de transport qu'après livraison et de consacrer ainsi la totalité de leur capital à l'achat de voitures. Le long voyage en bateau leur laissait le temps de trouver des acheteurs. Avec l'argent que leur payaient les acheteurs, ils pouvaient ensuite payer les frais de transport. C'est ainsi que s'établirent les premières sociétés d'exportation d'automobiles d'occasion vers le Liban.

Plus tard, le commerce s'est étendu à l'Afrique. Les nouvelles réglementations ont obligé les exportateurs à se mettre à la recherche de nouveaux marchés. Le commerce automobile se réorienta vers l'Afrique suite à une nouvelle législation au Liban et en Egypte. Le Liban a interdit les moteurs diesel car le pays avait des contrats d'achats d'essence avec les Emirats arabes unis. L'Egypte, de son côté, interdit l'importation de véhicules de plus de quatre ans. Le quartier Heyvaert prit de l'ampleur et devint une plaque tournante de l'exportation d'automobiles d'occasion, principalement vers l'Afrique noire. Quelques années plus tard, l'Angola interdit aussi l'importation d'autos de plus de trois ans. Cela obligea Facar, qui exportait pas mal de véhicules vers l'Angola, à réorienter son commerce vers l'exportation de véhicules neufs et à chercher de nouvelles destinations. C'est ainsi que sont nées en 2010 les sociétés Facar Dubai et Facar Congo. Une année plus tard, Libelco qui exportait des voitures en Afrique du Nord, notamment via quatre ports libyens, se retrouva devant le même défi du fait de la guerre en Libye et de la chute de Khaddafi.



La rue Heyvaert est à cheval sur les frontières communales : par les fenêtres d'un entrepôt Socar, qui se situe à Anderlecht on voit l'autre côté de la rue situé sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean



Une Toyota préparée pour l'exportation par Socar Shipping Agency, destination Dakar

Un autre élément qui fut à la base de ce florissant commerce automobile, est que le marché automobile se situait sur les terrains de l'abattoir. De 1979 à 1993, on y a vendu chaque dimanche des automobiles d'occasion. Du fait de l'énorme succès, s'est créé à côté du marché automobile officiel, un circuit parallèle. Des marchands d'automobiles louèrent des ateliers vides et des entrepôts pour y établir leur propre commerce de véhicules d'occasion. Il ne fallait pas payer d'emplacement sur le marché, ce qui était un grand avantage, et en outre, la vente pouvait se prolonger toute la semaine. Un règlement communal a fait en sorte que le marché automobile a finalement disparu des terrains de l'abattoir et qu'il s'est déplacé à Lot, commune de Beersel, mais le marché automobile du quartier Heyvaert y est resté et a même pris de l'expansion.

Après la chute du mur de Berlin, l'Europe orientale a commencé à s'intéresser au marché d'automobiles d'occasion qui s'était limité jusqu'en 1989 à l'Europe occidentale. Le quartier Heyvaert devint pour l'Europe de l'Est un grand supermarché des voitures occidentales mises au rebut, qui peu à peu vont prendre la place des Lada, Skoda et Trabant en Europe de l'Est. Pour ne pas rouler à vide vers Bruxelles, les poids lourds exportaient des voitures d'Europe de l'Est et visaient un transit vers l'Afrique.

Le quartier Heyvaert se situe à la frontière de deux communes, Anderlecht et Molenbeek-Saint-Jean. L'entièreté de cette commune se situe au nord du canal. Il n'y a qu'une petite partie du quartier Heyvaert qui s'étend de l'autre côté du canal et est ainsi un coin reculé de la commune de Molenbeek. La partie du quartier qui se situe sur le territoire d'Anderlecht est coupée du reste de la commune par le canal, mais c'est aussi un quartier qui a été abandonné à son sort pendant trente ans par les autorités anderlechtoises. Par ailleurs, les deux communes ont mené durant les décennies écoulées des politiques totalement différentes – socialiste d'un côté, libérale de l'autre – et elles font partie de deux zones de police distinctes. Les communes d'Anderlecht et de Molenbeek-Saint-Jean ont délivré pendant longtemps de vieux permis d'environnement. Dans l'ancienne législation environnementale, il y avait peu de conditions et les permis étaient octroyés pour trente ans.

International et cependant très local

Sur le plan mondial, le commerce des véhicules d'occasion du quartier Heyvaert est une importante activité économique. C'est une activité économique à la fois globale et très locale. Pour beaucoup, la distance mentale entre le quartier Heyvaert et Bruxelles est plus grande que celle qui sépare Heyvaert et Dakar, par exemple. On estime que chaque semaine dans ce quartier 3.000 voitures et des paquets de billets changent de mains. Sur base annuelle, deux millions de véhicules d'occasion sont exportés d'Europe en Afrique dont 450.000 via le port d'Anvers. Chaque mois on exporte près de 40.000 voitures via le port d'Anvers. Un tiers d'entre elles provient du quartier Heyvaert, le reste de Flandre et surtout de Wallonie. Les sociétés Grimaldi et Sallaum sont des acteurs importants dans ce secteur d'exportation.

Anvers est situé à courte distance de Bruxelles et est en outre un port mondial très important pour le trafic roll-on-roll-off. Le chiffre d'affaire annuel de l'exportation s'élève à plusieurs milliards d'euros. Beaucoup de cash, qui arrive à Bruxelles via Zaventem, provient d'Afrique et est dépensé dans le marché des véhicules d'occasion. En Belgique, le montant maximum qu'on puisse payer cash s'élève à 3.000 €. La Fédération Belge des Exportateurs de Véhicules neufs et d'occasion (FBEV) s'efforce de faire augmenter le montant des transactions cash pour les importateurs africains. L'Union Européenne ne dispose pas, sur ce plan, d'une législation commune aux divers pays. Du fait de la dévaluation de nombreuses monnaies africaines et de la corruption, les commerçants africains ont peu de confiance dans les banques et paient au comptant. Pour le paiement de montants plus élevés, on établit parfois plusieurs factures ou on règle les paiements par lettres de change.



La Belgo-Libanaise Fadia Farhat, directrice de Facar Belgique s'entretient avec l'auteur



Il y a toujours beaucoup d'animation à la Belgo Malienne, rue de Liverpool, le principal point de rendez-vous des Guinéens

L'achat, la vente et la préparation des voitures pour l'exportation se passe en majeure partie dans le quartier Heyvaert. Le quartier est internationalement connu, non seulement par les fournisseurs de véhicules de seconde main ou de voitures mises au rebut, mais aussi par la clientèle des pays demandeurs. Les marques japonaises, avec Toyota en tête, sont les plus recherchées. En Afrique, il y a pas mal de voitures japonaises en circulation, ce qui fait qu'il y a un grand stock de pièces de rechange.

Les acteurs

Nous distinguons les garagistes qui achètent et vendent des voitures d'occasion des exportateurs qui prennent en charge l'exportation via le port d'Anvers. Une même firme peut être simultanément garagiste et exportatrice. Certains exportateurs s'occupent aussi du transport de pays voisins vers le port d'Anvers. Parmi les exportateurs, il y a plusieurs grandes entreprises qui sont actives dans le quartier Heyvaert. Ces entreprises ont, à une exception près, un ressortissant libanais à leur tête. Elles règlent le transport vers le port d'Anvers, louent des emplacements sur les bateaux et transmettent les documents nécessaires via des représentants en Afrique. Les grands exportateurs se distinguent dans une certaine mesure par leur spécialisation vers des ports africains déterminés. Les grands exportateurs ont de bonnes relations entre eux ; ils sont très respectueux les uns envers les autres. Plusieurs fondateurs de firmes d'exportation ont démarré presque simultanément à la fin des années '70 et avaient été étudiants à Bruxelles, Liège ou Louvain au début des années '70.

Ce sont souvent aussi des Libanais qui contrôlent le commerce automobile dans plusieurs ports africains. Ils ont également constitué en Afrique un réseau de personnes de confiance chargées de réceptionner les véhicules et de les transporter à leur destination. Les Libanais ont les moyens financiers, le know-how et l'esprit des affaires. Ils ont bombardé les divers pays de publicités à la télévision, à la radio et dans les journaux.

La plupart des entreprises du quartier Heyvaert s'occupent du commerce des automobiles d'occasion ; une grande partie d'entre elles est active dans la vente et l'achat sur le plan international. Selon la FBEV, ce secteur génère à Bruxelles 1.200 emplois directs.

Des « commissionnaires » sont impliqués dans les opérations d'achat et de vente. Ce sont le plus souvent des Africains qui apparemment n'ont rien d'autre à faire que de se tenir là, sur le trottoir. Ils se trouvent à des carrefours et à certaines entrées des garages pour accueillir les acheteurs et les vendeurs et sont en quelque sorte des intermédiaires pour piloter les clients vers l'endroit où ils encaissent une commission. Ils sont plus ou moins regroupés selon leur nationalité. Rue de Liverpool, il y a surtout des gens d'Afrique occidentale, devant le snack Fasso, au carrefour des rues Heyvaert et Gosselies, surtout des Nigériens et plus loin dans la rue Heyvaert, en direction de l'écluse, des Camerounais.

Il y a d'autres acteurs dans ce commerce : les importateurs africains ou des entrepreneurs itinérants, des clients qui, au nom d'un village africain, d'une famille, d'un gouvernement ou d'un hôtel viennent en avion à Bruxelles. Ils restent quelques jours ou semaines – en moyenne, environ dix jours – pour constituer un lot de voitures d'occasion et régler les opérations d'exportation. Beaucoup de ces hommes d'affaires originaires d'Afrique noire, actifs dans le commerce des voitures d'occasion à Bruxelles mènent la belle vie. Socar dispose rue des Mégissiers d'un hôtel où ils peuvent passer la nuit.



Dans un petit entrepôt de la rue du Bateau, il y a des matelas jusqu'au plafond



Fasso – qui est également président de l'association de Nigériens, Arnibel, qui a son siège un peu plus loin dans la rue – dans son restaurant au coin des rues Heyvaert et Gosselies

Autour du commerce légal, s'est développé également un commerce qui l'est beaucoup moins. Ici, ce sont des personnes en statut très précaire qui jouent le rôle principal. Ils exercent leur activité en pleine rue, sans aucune autorisation et sans encadrement officiel. C'est souvent pour eux la seule manière de gagner leur vie et de survivre ici. On bricole sur les voitures en pleine rue. On démantèle les voitures : toutes les pièces extérieures de la voiture sont enlevées de façon à ce qu'elles ne puissent pas être volées durant le transport. On vend aussi des voitures en pleine rue. On les stationne le long du canal, rue Heyvaert ou dans une des rues voisines. Les personnes qui achètent une ou deux voitures pour les revendre, n'ont pas beaucoup de poids sur le plan économique, mais vu leur nombre, ils constituent tout de même un circuit économique non négligeable. Certaines personnes traînent dans le quartier dans l'espoir de se voir confier un petit job, nettoyer les voitures, les démanteler, les déplacer, récupérer sur la voie publique des pièces ou des objets qu'on y aurait abandonnés...

Autre phénomène : les camions de transports de voitures mises au rebut, provenant d'Europe de l'Est. Ces voitures sont achetées en bloc dans l'espace public et parfois réparées pour être revendues à l'exportation. Les camions provenant de Pologne, de Bulgarie, de Hongrie, de Lituanie, de Lettonie, de Finlande, de Biélorussie, d'Ukraine, etc. ne repartent pas à vide, mais emportent de meilleures voitures d'occasion vers ces pays. En Europe occidentale, on roule principalement dans des véhicules neufs, en Europe de l'Est dans des voitures de seconde main et en Afrique dans des voitures de troisième main.

Autour du commerce automobile, on voit se développer des activités satellites. Ce commerce ne se limite pas aux seules automobiles ; toutes sortes d'articles de seconde main sont rassemblés, vendus et exportés. Dans le quartier Heyvaert, il y a des gens qui coltinent des vêtements, des tapis, des matelas, des appareils électriques et du matériel informatique. Dans de nombreux magasins ou des espaces de stockage, il y a des articles qui attendent d'être expédiés en Afrique, dans des voitures ou, de plus en plus souvent, dans des conteneurs. Il s'agit souvent de vieux appareils, déjà réparés ou défectueux, dont la réparation est plus chère chez nous que la valeur de l'appareil. En Afrique, on peut les réparer à peu de frais, ou alors on récupère certains éléments comme pièces de rechange. Des frigos défectueux sont utilisés comme garde-manger à l'abri des insectes. Le fait d'exporter ces matériels avec les autos permet aux exportateurs d'avoir une meilleure rentabilité. Autrefois, on soudait les portes des voitures ce qui permettait de transformer la voiture en conteneur. Depuis 2004, les autorités portuaires européennes imposent des règles plus strictes concernant l'entassement de marchandises dans les autos, ce qui ne veut pas dire que cela ne se fait plus.

Il existe une législation européenne concernant ce qui est considéré comme déchets. Selon la directive européenne, les appareils doivent fonctionner, les exportateurs doivent pouvoir présenter une facture et le matériel doit être emballé correctement. Lors du contrôle, un lot est considéré comme rebut lorsqu'il y a plus de 10 % des marchandises qui ne répondent pas à cette directive. Il y a de moins en moins de marchandises qui peuvent être exportées dans des voitures, et de ce fait, le transport se fait par conteneurs loués séparément, ce qui a amené dans le quartier des entreprises de location de conteneurs.

Parmi les activités parallèles, il y a aussi la vente d'accessoires automobiles et de pneus, des agences en douane et des compagnies d'assurances, des magasins de téléphone, des guichets de transferts d'argent, ainsi que, dans la seule rue Heyvaert, plus de vingt affaires horeca. Une bonne moitié des établissements de restauration du quartier Heyvaert vise une clientèle africaine (guinéenne, camerounaise, nigérienne, malinaise, nigériane) pour laquelle les plats favoris sont composés de poulet et de riz.

Les contrôles communaux

Les commerces automobiles ont besoin de permis d'environnement. Pour les petits garages, de 3 à 200 véhicules, il faut le solliciter auprès de la commune ; pour les grands garages, de plus de 200 véhicules, auprès de la Région de Bruxelles-Capitale. Pour moins de deux véhicules, il n'est pas nécessaire d'avoir un permis. Tous les anciens permis ont été actualisés. Les nouveaux permis ont une validité de quinze ans. Les communes d'Anderlecht et de Molenbeek-Saint-Jean déclarent que toutes les entreprises ont des permis en règle depuis quelques années. D'ailleurs, les commerces automobiles qui ne satisfont pas aux règlements urbanistiques et environnementaux pour lesquels la commune est responsable, conservent quand même leur permis d'exploitation et paient tout simplement une double taxe à la commune. Concernant le respect des règles, les deux communes ne sont pas entièrement certaines que cela se passe toujours ainsi. Il est facile de vérifier l'application de certaines règles, comme la présence d'une installation de séparation entre l'eau et l'huile. Le respect d'autres règles du permis d'environnement sont moins contrôlables.

Dans le cadre du Quartier d'Initiative Birmingham, la commune de Molenbeek-Saint-Jean a créé en 2001 une cellule Garage. La tâche principale de la cellule consiste à contrôler les activités liées au commerce des automobiles d'occasion en ce qui concerne le respect de la réglementation en vigueur. La cellule intervient à titre informatif et, si nécessaire, de façon répressive. Elle peut aussi établir des procès-verbaux.

Pendant longtemps, la commune d'Anderlecht n'a pas tenu compte des nuisances environnementales occasionnées par ce commerce et encore moins des conclusions du Développement Social de Quartier, un programme instauré dans le cadre du réseau européen de revitalisation des quartiers en crise, qui fut exécuté en 1989 à Cureghem. Le Développement Social de Quartier a poursuivi des objectifs qui étaient comparables à ceux des contrats de quartiers ultérieurs sur le plan de l'économie sociale, du développement social et de l'amélioration du cadre de vie.

Au départ, il n'y avait pas de cellule Garage à Anderlecht. On en a beaucoup parlé, mais apparemment, la commune d'Anderlecht n'en voyait pas l'utilité. En 2008, on a finalement débloqué des moyens financiers pour adjoindre à la cellule Garage de Molenbeek-Saint-Jean, un membre du personnel de l'administration communale d'Anderlecht. Le champ d'action de ce fonctionnaire se limitait au territoire de la commune d'Anderlecht. Ensuite, à partir de 2012, les contrôles sur le commerce automobile furent assurés à Molenbeek-Saint-Jean par la cellule de coordination socioéconomique. A Anderlecht, un agent communal effectue seul, l'après-midi, les contrôles des garages dans l'ensemble de la commune.

Pour le commerce qui se passe en rue, les administrations communales n'ont pas de compétence directe, c'est la tâche de la police. La police fait évacuer les véhicules abandonnés ou mal stationnés, mais le lendemain, on n'en voit plus l'effet. On abandonne même sur la chaussée des véhicules mis au rebut, que la commune doit alors évacuer sans contrepartie. Les communes ont du mal à se débarrasser de voitures qu'on ne peut pas simplement détruire. Personne ne vient réclamer ces véhicules, car les frais de dépannage et les amendes sont nettement plus élevés que leur valeur. En outre, la justice ne se soucie pas de ce dossier. Il n'y a en tout cas pas de poursuites pénales à l'encontre des contrevenants qui polluent ainsi l'espace public.

Plusieurs instances sont compétentes pour les contrôles. La commune est compétente en ce qui concerne les réglementations environnementales et urbanistiques, la police pour les ventes en rue et, en collaboration avec l'Office des étrangers, pour le contrôle des personnes sans titre de séjour valable. Le Service public fédéral (SPF) Emploi est à son tour responsable du respect des conditions de travail et de la sécurité sociale, le SPF Finances, du paiement des taxes et des amendes et l'Office National de l'Emploi contrôle le respect des règlements en matière de chômage.

Les contrôles sont les plus efficaces lorsque les diverses instances opèrent de concert et bouclent le quartier. Dans les médias, on parle alors de « razzia ». Les résultats de telles opérations sont chaque fois très minces : quelques chômeurs – qui travaillent tout de même – et qui sont exclus du bénéfice des allocations, quelques personnes sans titres de séjour valables, qu'on interpelle et qui sont envoyés dans un centre fermé, ou qui reçoivent un ordre de quitter le territoire, quelques amendes pour des véhicules non-immatriculés, une quantité de déchets dangereux qui seront enlevés par Bruxelles-Propreté. Suite aux contrôles, des activités qui se situent à la limite de l'illégalité, changeront de quartier. Citons par exemple le bourrage de véhicules qui se passe durant le transport vers le port d'Anvers, sur un parking le long de la chaussée de Boom.

Une zone d'habitation

Des maisons d'habitation servent aussi à ce commerce automobile. Les étages sont loués, mais les rez-de-chaussée ont été modifiés de façon à ce qu'on puisse y entreposer des véhicules. Début 2015, on comptait entre la chaussée de Mons et le canal, 60 à 70 commerces automobiles, dont plus de la moitié sur le territoire d'Anderlecht et un peu moins de la moitié sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean.

Le commerce automobile est source de nuisance pour les habitants. Les rues étroites ne se prêtent pas à la circulation de poids lourds. Le revêtement de la chaussée est entièrement détérioré par les centaines de transporteurs de voitures qui traversent le quartier chaque semaine. Le mobilier urbain est démolé. En principe, le chargement et le déchargement ne peuvent se faire en pleine rue, car dans ce cas, l'entreprise n'obtient pas de licence. Les voitures et le matériel mis au rebut sont abandonnés sur la voie publique. Il ne faut pas négliger les nuisances dues au bruit et à l'odeur des moteurs. Le quartier entourant la place Lemmens est un quartier typiquement résidentiel, tandis que celui qui entoure la rue Heyvaert est une zone de grande mixité qui rassemble des fonctions industrielle et résidentielle. Grâce à la présence nombreux Africains noirs, le quartier est sûr, malgré le cash qu'on y échange quotidiennement.

Faut-il déplacer le commerce automobile de la rue Heyvaert à l'avant-port de Bruxelles ?

Comme c'est le port d'Anvers qui tire de gros bénéfices de ce commerce automobile florissant et que les recettes fiscales qu'en tirent les communes sont limitées, celles-ci préféreraient se débarrasser de ce commerce. Ces dernières années, les communes ont pris des mesures pour restreindre le commerce de voitures d'occasion, mais ces mesures n'ont pas eu les résultats escomptés. Comme la Région de Bruxelles-Capitale continue d'octroyer de nouveaux permis d'environnement pour l'exploitation de plus grands garages, les communes en délivrent également. Selon les communes, il y a peu d'arguments juridiques pour refuser ces permis. Même lorsque la commune refuse un permis, il est possible que la demande soit en appel agréée par la Région. Celle-ci privilégie l'emploi, alors que pour les communes, ce sont l'environnement et l'habitat qui priment. Aujourd'hui, les permis accordés récemment sont encore valables pour quinze ans.



Le transit quotidien de semi-remorques au quartier de la Rosée



La rue Heyvaert à hauteur des firmes Facar et Sallaum

C'est surtout la commune de Molenbeek-Saint-Jean qui veut s'occuper rapidement de la revitalisation du quartier Heyvaert et d'en faire un agréable quartier résidentiel. C'est pourquoi, selon une ligne de conduite politique, les nouveaux permis sont systématiquement refusés. Suite à la construction de nouveaux logements et d'une école, de l'aménagement d'un jardin public et de l'interdiction de circulation le long d'un quai du canal, les communes espèrent pouvoir mettre fin au commerce automobile. Il y a des plans qui prévoient le déménagement du marché automobile à un terrain situé le long du canal, près de la station d'épuration des eaux de Bruxelles-Nord. On prévoit d'installer un nouveau terminal roll-on-roll-off, à l'avant-port de Bruxelles, qui serait destiné au transport des véhicules par la navigation intérieure, le transbordement et le développement d'espaces destinés au commerce et à des activités annexes. Le gouvernement de la Région n'a pas encore pris de décision à ce sujet.

Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale veut progresser dans la revalorisation de la zone du canal, notamment pour absorber l'accroissement de population et aider la population peu scolarisée des quartiers bordant le canal à retrouver du travail. Les entreprises craignent que, dans la ville du futur, il n'y ait plus de place pour une industrie qui emploie des personnes peu qualifiées. Une délocalisation des entreprises serait néfaste pour l'économie bruxelloise. Ne faut-il pas garder de la place à Bruxelles pour une industrie « sale », mais nécessaire comme des centrales à béton – pour les nombreux chantiers bruxellois – et des entreprises de recyclage de biens de consommation comme les autos ?

Si le commerce des voitures d'occasion quitte un jour le quartier Heyvaert, il faudra peut-être en rechercher les causes plutôt sur le plan international que sur le plan communal ou régional. Ces dernières années, on a constaté sur le plan international un déplacement de cette économie vers les Etats-Unis. En comparaison avec l'océan Atlantique, l'océan Indien gagne de plus en plus en importance. Le transport provenant d'Asie est meilleur marché et la Chine surtout deviendra sans doute un nouvel acteur dans le commerce automobile africain.

Le nouveau migrant

La présence africaine est de plus en plus la conséquence d'une migration circulaire. Une partie des Africains en activité dans le commerce automobile vient tout au plus pour quelques jours ou quelques semaines en Belgique. Certains dorment dans le quartier, d'autres dans des hôtels des environs. Ils circulent constamment entre les deux continents.

Le commerce automobile suscite l'émergence d'un nouveau type de migrant. Ces migrants ne viennent pas ici à la demande d'entreprises ou d'Etats, comme ce fut le cas avec les travailleurs immigrés après la Seconde Guerre mondiale, mais ils viennent de leur propre initiative ou à la demande de leur pays d'origine. Ils ne viennent pas ici en tant que salariés, pour effectuer des travaux salissants et mal payés, mais bien en tant qu'entrepreneurs. Les statistiques de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants indiquent que plus d'un quart des entrepreneurs bruxellois ne sont pas de nationalité belge. Ces nouveaux entrepreneurs sont flexibles et dynamiques. Ils se servent de leur propres possibilités et capacités et ce, avec des hauts et des bas. Ces nouveaux migrants ont émergé – grâce à la mobilité et la communication accrues sur le plan mondial – à côté d'anciens migrants, notamment libanais, qui disposent de la nationalité belge et sont complètement intégrés.

Les nouveaux migrants ne subissent pas la grande inégalité au niveau mondial, mais profitent de la richesse produite par le recyclage des déchets de notre société de consommation occidentale. Ils innovent et proposent des solutions à des problèmes dont les autorités ne savent que faire. Les pouvoirs publics veulent garder ces gens sur place, mais ceux-ci vivent dans deux mondes et en tirent tout bénéfice. C'est une mondialisation qui n'est pas basée sur le capital et la technologie, mais une mondialisation par la base.



On n'aurait pas pu imaginer de meilleur nom pour cet entrepôt de la rue des Mégissiers



Sur le toit de Socar Shipping Agency, une firme d'exportation dirigée par Pierre Hajjar junior

Recyclage en Afrique

L'organisation Recupel, qui organise en Belgique la collecte et le traitement des appareils électriques hors d'usage, estime récolter environ la moitié de tout ce matériel. L'autre moitié aboutit dans une zone grise et part principalement vers le continent africain. Il semble que ces transports vont souvent de pair avec de l'exportation illégale ou, en d'autres mots, ne répondent pas aux directives européennes. Si un appareil ne fonctionne pas, qu'il est mal entreposé ou non-emballé, son exportation est illégale. Des statistiques de la douane et de l'inspection environnementale, il ressort qu'en fait 30 % des appareils obsolètes expédiés par conteneurs ou entassés dans des véhicules d'occasion et déclarés comme appareils de seconde main, ne fonctionnent pas. On estime à tort que ces appareils ne sont pas réparés ni réutilisés en Afrique.

L'exportation de matériel obsolète vers l'Afrique repose sur divers acteurs : les Africains qui expédient de temps en temps des articles de seconde main, des réseaux de familles qui approvisionnent les boutiques locales et d'autre part des négociants de déchets qui opèrent de manière professionnelle. Il arrive souvent que les acteurs de ce secteur travaillent à la limite de l'illégalité.

Lorsqu'en Occident on pense aux articles de seconde main qui sont exportés en Afrique, on associe souvent cela avec l'image d'un homme qui, sur la rive d'un fleuve, détruit au moyen d'une pierre, un écran (de télé ou d'ordinateur) pour en récupérer le cadre de métal. Le verre qui contient du plomb très toxique – déchet électronique – et la dangereuse poudre de phosphore sont abandonnés dans la nature. L'impact de ces substances sur l'homme et l'environnement ne doit pas être négligé, mais en même temps, il y a en Afrique beaucoup plus de réparations et de réutilisations de nos appareils obsolètes que cette récupération rudimentaire.

Il y a en Afrique une sérieuse demande de matériel informatique de seconde main qui soit payable, ce qui a permis de se rapprocher de l'objectif millénaire des Nations Unies prônant un plus large accès aux moyens de communication. Beaucoup d'Etats africains sont entre-temps tout à fait aptes à traiter leurs déchets électroniques. L'Afrique générerait plus de déchets électroniques que l'Union européenne. 85 à 90 % des déchets électroniques importés au Ghana et au Nigeria – les deux pays où aboutit la majeure partie de l'importation en provenance d'Europe – sont réutilisés.

Des chercheurs ont établi qu'un tiers des appareils exportés au Ghana ne fonctionne pas mais la moitié en est réparée et réutilisée. La réalité paraît donc être bien plus nuancée que l'image qu'on en a, qui voudrait que ce qui est exporté d'Europe comme matériel de seconde main irait là-bas à la décharge. Une législation européenne plus sévère qui doit barrer la route à l'exportation, n'est pas une solution. Il vaudrait mieux que l'Europe aide l'Afrique à développer une solide industrie de recyclage. La directive européenne au sujet de la collecte et de la récupération des appareils électriques et électroniques obsolètes s'inspire, en dehors de considérations environnementales, d'intérêts économiques propres. L'Union européenne se préoccupe de ses matières premières secondaires. On craint que les entreprises de recyclage ne poursuivent pas leurs investissements dans les technologies de récupération si elles n'ont pas de garantie d'approvisionnement.

La migration et les églises pentecôtistes africaines



Porte donnant accès à six églises pentecôtistes qui ont trouvé refuge dans plusieurs bâtiments industriels de la rue Van Lint



On chante de tout cœur en kinyarwanda et en français à l'église de la Mission Internationale du Plein Evangile (MIPE) rue de l'Instruction

La superdiversité se traduit aussi dans les diverses religions auxquelles les personnes adhèrent et dans la forte expansion de la diversité des cultes reconnus. Le fait religieux n'est pas en recul dans notre pays, au contraire. A Cureghem, une importante partie des Africains noirs est musulmane et une autre partie tout aussi importante est chrétienne. On rencontre des musulmans originaires d'Afrique noire dans une des mosquées du quartier. Ce sont surtout la mosquée Al Fath de la rue du Chimiste et la plus modeste mosquée de la rue Heyvaert qui comptent parmi leurs fidèles de nombreux Africains noirs. Il s'agit surtout de Guinéens et de Nigériens – déjà fortement présents dans le commerce automobile dans cette partie de Cureghem – mais aussi de Sénégalais, de Mauritaniens, de Maliens, de Gambiens, de Nigériens, de ressortissants de Sierra Leone et de Somalie, autant de pays africains comptant une population musulmane majoritaire ou importante.

Les chrétiens originaires d'Afrique noire de Cureghem proviennent surtout de pays d'Afrique centrale ou du Sud-Ouest. Ces chrétiens sont Congolais, Rwandais, Camerounais, Togolais, Béninois, Nigériens et Angolais. Dans l'ensemble de la chrétienté, on distingue principalement les catholiques romains, les protestants et les orthodoxes. A l'église catholique romaine Notre-Dame-de-L'Immaculée-Conception, on rencontre le dimanche un grand nombre d'Africains à la messe de 9 heures en langue française et à la messe de midi en anglais.

Les églises pentecôtistes dans le paysage du Culte Protestant Evangélique

Lors de l'indépendance de la Belgique, les cultes juif, protestant et catholique romain ont été reconnus. Depuis 2003, le culte protestant évangélique a un représentant commun auprès du Conseil Administratif du Culte Protestant Evangélique (CACPE) qui se compose de l'Eglise Protestante Unie de Belgique (EPUB) et du Synode Fédéral des Eglises Protestantes et Evangéliques de Belgique. Ils sont tous les deux domiciliés à la Maison du Protestantisme, rue Brogniez. L'EPUB compte plus de 200 églises reconnues et 120 prédicateurs payés par l'État. Le Synode Fédéral compte plus de 500 églises reconnues et une vingtaine de prédicateurs rémunérés par l'État. Il y a encore plusieurs demandes d'agrément en cours. Le nombre d'églises évangéliques connaît une rapide croissance : pratiquement chaque semaine une nouvelle église (de migrants) ouvre ses portes.

Les églises évangéliques ne sont pas toutes liées au Synode Fédéral. Il y a 1000 à 1100 églises évangéliques en Belgique. A Cureghem, il y en a une septantaine dont la moitié est affiliée au CACPE. Il y a diverses raisons pour lesquelles certaines églises ne sont pas liées au Synode Fédéral. Soit, elle ne connaissent pas le Synode Fédéral, soit elles n'ont pas fait les démarches nécessaires, soit elles n'en voient pas l'utilité. La plupart de ces églises ont des liens étroits avec des structures ailleurs dans le monde. Le fait est qu'elles trouvent souvent plus de connexions avec des structures établies de leur pays d'origine. Parmi les églises qui demandent cependant d'adhérer au Synode Fédéral, il y en a très peu qui se heurtent à un refus. Les principaux motifs de refus sont les irrégularités et les divergences doctrinales. Certaines sont exclues pour non-paiement des cotisations.



La répartition non-exhaustive des églises évangéliques (janvier 2016)

- Eglise
- Deux églises ou plus dans le même bâtiment

Tous les chrétiens croient en Dieu, le Père, le Fils et le Saint-Esprit. Au fil des siècles, se sont développées diverses tendances, qui ont chacune leur propre vision de la personne de Jésus et de sa relation avec le Père et le Saint-Esprit. Les Orientaux ont une approche plus mystique et dévotionnelle de Jésus. En Occident, on se préoccupait plus de concepts théologiques comme le péché et la rédemption. C'est une divergence entre les deux églises à propos de l'Esprit Saint qui, en 1054, fut à l'origine de leur séparation. C'est ainsi qu'est survenue la séparation entre l'église catholique romaine et l'église orthodoxe orientale.

Au 16^{ème} siècle, suite à des abus, il y eut une scission au sein de l'église catholique romaine. Des penseurs comme John Wyclif, Jean Hus, Martin Luther et Jean Calvin signèrent une protestation contre les pratiques en usage – d'où la dénomination de protestants – et s'opposèrent à tout intermédiaire – les structures hiérarchiques mais aussi les saints et les martyrs – entre Dieu et les croyants. Selon les protestants, tout croyant peut s'adresser directement à Dieu. La seule condition est de croire et que la foi peut se renforcer par l'étude de la Bible et la prière.

Les églises pentecôtistes forment au sein des églises évangéliques la tendance majoritaire, certainement à Cureghem, car la plupart des églises ont leurs racines dans la migration. A Cureghem, 90 % des églises évangéliques appartiennent au mouvement pentecôtiste. Celui-ci est né au début du 20^{ème} siècle à Los Angeles aux Etats-Unis. Le premier groupe de pentecôtistes était multiracial. Le mouvement pentecôtiste met fortement l'accent sur le Saint-Esprit, qui est descendu sur les disciples de Jésus lors de la Pentecôte, telle qu'elle est décrite dans la Bible (voir le Nouveau Testament, les actes des Apôtres, chapitre 2) et fut prédite par le prophète Joël (voir l'Ancien Testament, le prophète Joël, chapitre 2). Dans les Actes, l'Esprit joue un rôle important pour guider les gens de manière positive.

La descente du Saint-Esprit s'accompagne de phénomènes surnaturels et de faits miraculeux. Pour les églises pentecôtistes, des faits miraculeux continuent d'exister aujourd'hui. C'est pourquoi ils se distancient des autres églises évangéliques pour lesquelles ces faits miraculeux n'eurent lieu que dans les premiers temps de l'Eglise, mais plus aujourd'hui. Le baptême dans le Saint-Esprit occupe une place centrale. Le fait de parler des langues étrangères jamais étudiées et la glossolalie sont considérés comme la preuve du baptême. Le croyant est invité à rendre service et à témoigner. Il y a une grande ouverture d'esprit pour les visions. On accorde très exceptionnellement de l'intérêt aux guérisons par imposition des mains et aux prières plutôt qu'aux médications.

Diversité et caractéristiques de ces églises

Les groupes évangéliques sont plus ou moins liés à une structure ecclésiale et/ou à un synode coordinateur. L'expérience religieuse est vécue en commun et l'Evangile y a une place centrale. Chaque croyant interprète personnellement la Parole de Dieu et peut individuellement entrer en contact avec Dieu. Il existe aussi des églises qui ont une structure hiérarchique, avec par exemple des évêques, comme c'est le cas dans la plupart des églises brésiliennes. Du fait de cette grande liberté, il y a une grande diversité parmi les églises évangéliques. Chaque communauté développe son propre parcours. Pour les églises associées au Synode Fédéral, cette diversité s'exprime en 17 dénominations différentes. Une dénomination est un groupe d'églises qui ont une histoire commune et qui reposent sur les mêmes principes théologiques, culturels et pratiques. Mais à l'intérieur de ces dénominations, on constate encore souvent une grande diversité.

Dans les églises de migrants, on considère, en fonction de leur passé culturel, que le dirigeant spirituel se situe à un niveau plus élevé. De ce fait, il est possible que le prédicateur abuse de son prestige et de son pouvoir. Le risque de telles dérives est plus important pour les églises qui ne sont affiliées à aucune dénomination. Le risque existe que des personnes vulnérables soient manipulées et amenées à verser de l'argent. Selon le Synode Fédéral, de tels abus sont plutôt rares. Il arrive pourtant qu'on suive d'autres normes et qu'on peut estimer normal que le pasteur possède une belle voiture. Une tenue luxueuse et un penchant pour le luxe est, certainement dans les églises africaines, un signe matériel du Dieu vivant.

Les offrandes généreuses – par virement, dans un tronc, sous enveloppe ou très souvent déposées dans un panier – sont considérées comme un élément de foi évangélique au même titre que la lecture de la Bible, la prière et le dévouement. Les croyants donnent beaucoup d'argent. Certaines églises bénéficient du soutien financier de la maison mère en Afrique ou au Brésil mais la plupart dépendent des oboles des croyants. Toutes les dépenses de la paroisse sont à la charge de la communauté des croyants.

Il y a un manque d'édifices religieux. A Cureghem, de nombreuses églises trouvent abri dans d'anciennes usines ou d'anciens ateliers inoccupés et délabrés et encore payables, se situant souvent derrière des maisons d'habitation, comme par exemple à plusieurs endroits rue Van Lint. C'est, avec la situation de Cureghem à deux pas de la gare du Midi, l'explication du fait qu'il y a de nombreuses églises dans ce quartier industriel du 19^{ème} siècle. Comme ces bâtiments sont souvent enclavés, il n'est pas simple de tenir compte des prescriptions en matière d'incendie, par exemple prévoir une sortie de secours. En général, on manque d'argent pour ce type de frais. La plupart des églises débutent chez un croyant ou dans le living du prédicateur. A mesure que l'église prend de l'expansion et qu'elle compte plus de fidèles, les assemblées de prière se tiennent chez le membre qui dispose du plus grand living. Ensuite, on est souvent pour quelque temps sous-locataire d'une autre église avant que l'église puisse louer son propre bâtiment. Il n'y a que les grandes églises, comme la Comunidade Crista Brasileira – provisoirement encore située rue des Deux Gares – et le Centro Evangelistico International, rue Charles Parenté, où environ 500 personnes assistent aux offices, qui ont pu acheter leur propre bâtiment ou sont sur le point de le faire.

La Bible est la source de la chrétienté des premiers temps. Elle a été écrite dans une autre langue et dans le cadre d'une autre culture, mais elle garde tout son sens dans le monde d'aujourd'hui. Pour les croyants évangéliques il est extrêmement important d'étudier ensemble le message de la Bible. La communauté de foi Ministries l'Heure du Salut de la rue Van Lint ne se considère pas comme une église, mais comme une école biblique. Dans toutes les églises, des musiciens et des chanteurs agrémentent les célébrations. On chante ensemble avec enthousiasme dans les églises africaines, très souvent en lingala. Parmi les croyants, on rencontre plus de femmes que d'hommes. De nombreux enfants assistent à la cérémonie avec leur maman. Par contre, parmi les prédicateurs, on compte plus d'hommes que de femmes. Les prédicateurs sont spontanés et leur discours s'adresse fortement à la sensibilité de la personne.

Dans la toute grande majorité des cas, les motifs de migration des prédicateurs ne sont pas religieux. La vocation de prédicateur n'émerge que beaucoup plus tard dans le parcours de migration. Un simple croyant migrant assume dans son nouvel environnement le rôle de missionnaire. Les pasteurs « autoproclamés » construisent autour d'eux un réseau comme c'est le cas par exemple pour le Togolais Paulin Komla Afavi et sa femme et leur Eglise Mission Pentecôtiste de la rue Brogniez.

Dans les églises évangéliques, on insiste beaucoup sur la mission. Toutes les tribus et les peuples doivent avoir entendu l'Évangile avant la fin des temps et le retour de Jésus. Cette mission se traduit par une grande ouverture et des ramifications dans le monde entier. Pour les personnes qui ne parlent pas la langue du prédicateur, on trouvera rapidement un croyant pour traduire. A leurs débuts, la plupart des communautés se forment pour prier dans une seule langue. Ultérieurement, on mettra plus l'accent sur le caractère universel du message de l'Évangile.

La plupart des moments de prière se déroulent en une ou deux langues. Il est exceptionnel qu'on utilise plus de deux langues lors d'un office. A Cureghem, on rencontre des églises où on parle français, portugais, anglais, espagnol et lingala. Au Lighthouse Centre de la rue Van Lint, à part l'anglais, on parle aussi la langue tagalog sur laquelle se base le philippin, la langue officielle des Philippines. A l'Eglise Mission Pentecôtiste, citée plus haut, en dehors du français, on parle également ewe, une des langues du Togo, que l'on parle aussi dans certaines parties du Ghana et du Bénin. La Faith International Mission de la rue Heyvaert est la seule église à Cureghem, où, en dehors du français, on parle néerlandais et lingala. On parle le lingala en Afrique dans une grande partie de la République Démocratique du Congo, au Congo Brazzaville et au nord de l'Angola. Le prédicateur Timoteo Nsongo Kadima de la Nouvelle Cité Charismatique Ministries qui se situe au square de l'Aviation est un Angolais, qui communique avec ses croyants congolais en français et en lingala.

Les églises évangéliques sont souvent gérées comme des entreprises par des pasteurs qui utilisent les nouvelles technologies comme internet et les médias sociaux pour propager leur message. Nombre de ces églises sont des organisations dynamiques et fortement globalisées qui se servent très professionnellement des plus récentes technologies de communication. Il y a parfois des événements de grande envergure annoncés par affiches, où un « apôtre » fait un prêche extraordinaire ou au cours duquel on montre des guérisons publiques. The Redeemed Christian Church of God, établie rue de l'Instruction, qui a ses racines au Nigeria et est active dans plus de 20 pays, enthousiasme des disciples dans tous les coins du monde. L'émergence des églises évangéliques est le résultat d'une stratégie d'expansion planifiée. A Bruxelles, il existe de telles églises depuis les années '80. Elles sont soutenues par des communautés de migrants ou trouvent leur origine dans des mouvements migratoires.

Les églises de migrants

La plus grande partie des chrétiens de Cureghem appartient à l'Eglise de la Pentecôte et est migrante. Une dénomination très présente est le réseau d'Antioche. Ce n'est pas tellement étonnant car ce réseau regroupe principalement des églises de migrants. Cette assez jeune dénomination est aussi une des plus importantes ; elle regroupe une bonne partie des églises bruxelloises. Le réseau d'Antioche n'a pas une théologie très stricte et parmi les églises affiliées, on note une grande diversité. Ce réseau est dirigé par un team rassemblant diverses personnalités qui se complètent en un « réseau de talents ». Ils se montrent très ouverts et ont une grande capacité d'adaptation à la réalité qui est superdiverse.

A Cureghem, toutes les églises évangéliques ont été fondées par des migrants. Dans 70 à 75 % des églises, on rencontre des Africains ; 25 à 30 % sont originaires de communautés hispaniques, dont les trois quarts parlent portugais et environ un quart, espagnol. La migration constitue le noyau de leur mission et est un facteur déterminant du développement des conglomérats internationaux de ces églises. Les églises pentecôtistes promettent le salut spirituel et aussi la prospérité matérielle. Leur succès grandissant en Afrique est en partie le résultat d'un déclin moral et politique, des inégalités et de la corruption. Leur localisation et leurs activités sont adaptées aux nouveaux modèles de migration et à la réalité superdiverse au sein de laquelle elles sont actives.

Dans les communautés où la grande majorité des croyants sont des migrants, il n'est pas étonnant que la migration elle-même soit un sujet important dans la manière selon laquelle Dieu se manifeste dans la vie de ces croyants. Outre le rôle prépondérant que joue souvent la religion dans la vie quotidienne de leur pays d'origine, il y a d'autres raisons pour lesquelles la religion a tant d'attrait pour les nouveaux venus.



Le pasteur Monday Atekha Ukponahinusi et sa femme Ekiuwa, qui est également pasteur, à la Redeemed Christian Church of God



The Redeemed Christian Church of God dans la rue de l'Instruction

Bien que certaines églises se nomment « églises du réveil », il y en a cependant d'autres qui se nomment « églises du sommeil » qui détournent l'attention de la problématique sociale réelle dans laquelle vivent les gens. On ne peut toutefois pas nier que la fonction de consolation est l'une des tâches principales de toute religion. Si elles se limitaient à cela, la critique de Marx « la religion est l'opium du peuple » serait justifiée. Certaines de ces églises pentecôtistes essaient d'ailleurs de tenir compte des réels besoins matériels et sociaux de leurs fidèles.

De nombreuses églises remplissent un rôle social. C'est souvent le premier lieu de rencontre dans toute vague de migration. Les gens peuvent y amener leurs problèmes quotidiens. On s'y occupe du temporel, de l'ici et du maintenant. On recherche des solutions aux problèmes concrets et quotidiens. Certaines églises forment un réseau caritatif, organisent des distributions de vivres, accueillent des personnes sans titre de séjour valable. Cela permet à de nouveaux migrants de nouer des contacts et de développer un réseau social. Cela aide aussi dans la recherche d'un emploi ou d'un logement.

La société dans laquelle les nouveaux venus arrivent est souvent négative à leur rencontre. Ils mènent une vie pleine d'incertitude. L'église est souvent le seul lieu où ils sont pris en considération. Il n'y a pas que l'aspect religieux qui compte, l'aspect culturel est également important. Il leur donne une valeur propre, une image positive d'eux-mêmes, de la chaleur et du soutien.

Par l'église et la foi, on espère sortir de la misère. La réussite est chantée. Toute victoire est l'œuvre de Dieu. Pour des personnes qui vivent en marge de la société, il y a un espoir de pouvoir devenir quelqu'un. Cela leur donne la perspective d'une vie meilleure. Cela permet au migrant d'échanger son statut précaire de nouveau venu avec celui de prophète moderne. Dans les cercles religieux, les migrants rencontrent une nouvelle manière de participer à la société. Ils deviennent aussi de prestigieux acteurs de l'histoire dont ils étaient jusqu'à présent exclus. Ils sont « des enfants de Dieu » qui appartiennent au « peuple élu ». La migration est présentée comme la volonté de Dieu. On n'est pas envoyé pour profiter ou pour subir docilement, mais bien pour réaliser de grandes choses. On a un rôle à jouer dans la société et on doit chercher du travail.

Sans généraliser, nous constatons qu'il y a des différences entre les communautés ecclésiastiques hispaniques et africaines. Dans les communautés africaines, l'individu est très important, le groupe ou la communauté ont moins d'importance. Cela repose sur une profonde expérience personnelle de la foi. Pour les prédicateurs africains, leur présence en Belgique n'est pas leur propre souhait, mais une réponse à un ordre supérieur. Contrairement à un sentiment de grande famille et de clan qu'on ressent sur le continent africain, ici, il faut faire ses preuves individuellement. Cela s'exprime par une aspiration au luxe, ce qui intéresse beaucoup moins les communautés latino-américaines. Ces paroisses insistent beaucoup plus sur la solidarité qui est nécessaire pour accueillir les nouveaux venus. En général, ils stimuleront beaucoup plus le sentiment de solidarité. Beaucoup d'entre eux viennent d'ailleurs ici dans l'espoir de trouver un bon emploi et de pouvoir envoyer de l'argent à leur famille au pays. Mais une fois qu'ils sont ici, cela semble beaucoup moins évident.

La religion est un élément important dans l'univers de nombreux migrants et de familles ethnoculturelles. Avec l'arrivée d'une nouvelle migration et en réponse à la superdiversité croissante, de nouvelles communautés de foi font leur apparition. Nous devons nous rendre compte que dans la société sécularisée de notre pays vivent des millions de gens pour qui la religion est importante. La religion et les symboles religieux ne doivent pas nécessairement être vus comme un élément qui minerait la société. Au contraire, si nous n'avons de cesse de poser des barrières entre les religieux et les non-religieux, alors, nous continuerons à penser en termes de « eux » et « nous ». La foi peut déconnecter les gens de la société, mais elle peut aussi former un réseau social qui serait à la base de contacts sociaux, de confiance en soi, de solidarité et une source d'engagement social.

Sources et bibliographie

Livres et brochures

Congo in Brussel. In de Koninklijke wijk en Matonge (Le Congo à Bruxelles. Dans le quartier royal et Matonge), Luc Van Damme, 2016, Oxfam-Wereldwinkel Hulshout

De schaduw van Matonge (L'ombre de Matonge), Hans Vandecandelaere, 2011, Erfgoedcel Brussel

Exotisch en dichtbij. Culinaire Ontdekt (Exotique et proche. Une découverte culinaire), Nick Trachet, 2013, ASP

Grote rituelen in de wereldgodsdiensten (Les grands rituels dans les religions mondiales), Bert Broeckaert en Isabelle Vanden Hove, 2005, Davidsfonds

Heyvaert, Contrat de Quartier Ecluse – Saint-Lazare, 2012, Collège des Bourgmestres et Echevins de Molenbeek-Saint-Jean

In Brussel. Een reis door de wereld (Bruxelles. Un voyage à travers le monde), Hans Vandecandelaere, 2012, EPO

Le commerce d'exportation de voitures d'occasion entre Bruxelles et l'Afrique, Martin Rosenfeld, 6-8 décembre 2007, Colloque international Université de Nice Sophia Antipolis

Season of Rains. Africa in the World (La saison des pluies – L'Afrique dans le monde), Stephen Ellis, 2010, Hurst and Co Publishers

Superdiversiteit en democratie (Superdiversité et démocratie), Ico Maly, Jan Blommaert et Joachim Ben Yakoub, 2014, EPO

Superdiversiteit. Hoe migratie onze samenleving verandert (Superdiversité. Comment la migration change notre société), Dirk Geldof, 2013, Acco

Symfonie van zwart in wit. Zwarte Afrikanen in België (Symphonie du noir en blanc. Les Africains noirs en Belgique), Gilbert Nyatanyi, 2007, Regionaal Integratiecentrum Foyer

Périodiques et journaux

Brussel Deze Week

MO*, février 2007, novembre 2013 et l'hiver 2014

Rinck Rond, décembre 2002 et novembre 2006

Brussels Studies, numéro 58, 26 mars 2012, Géographies spirituelles : mobilité des pasteurs pentecôtistes et « miracles » migratoires entre l'Afrique, l'Amérique latine et l'Europe), Maité Maskens

Sites internet

dewereldmorgen.be (De Wereld Morgen)

fbev.be (Fédération Belge des Exportateurs de Véhicules neufs et d'occasion)

fedsyn.be (Synode Fédéral des Eglises Protestantes et Evangéliques de Belgique)

monitoringdesquartiers.irisnet.be (Monitoring des quartiers de la Région de Bruxelles-Capitale)

sommaire





9782960128123